

LIVRE BLANC

POUR LA JEUNESSE

ISSU DES ETATS-GENERAUX
2018-2019

tenus par des gens différents qui se sont rencontrés
pour réfléchir ensemble et par eux-mêmes.

Toulouse, Mai 2019

SOMMAIRE :

Pourquoi ce livre blanc ?	p 1
I. Jeunesse : un danger ? ou Jeunesse en danger ?	
1. 1ère journée des Etats Généraux pour la jeunesse Présentation	p 3
2. Les enfants d'en bas	p 6
3. Les jeunes, les parents et les travailleurs sociaux : Ensemble dans le même bateau.	p 10
4. Contre la banalisation, devoir de vigilance !	p 13
II. Mots du pouvoir et pouvoir des mots :	
1. Synthèse de l'atelier du 6 octobre 18	p 15
2. Avoir nos propres mots pour dire la situation	p 16
3. Parole et démocratie	p 18
4. Paroles de toi, de moi, de nous.....	p 21
III. Le commun : une égalité et une fraternité possibles :	
1. « Les communs », le « pour tous, ici », qu'est-ce que c'est, qu'est-ce que ça peut être ?	p 23
2. Le « bon » collègue	p 26
3. La proximité, une condition du commun	p 30
4. Les enfants de la République	p 31
IV. Perspectives et propositions :	
1. Les jeunes ont besoin de nous, besoin d'adultes responsables	p 32
2. Pour poursuivre	p 33
ANNEXES :	
A. Les mots de l'état, les mots des gens (<i>affiche du 6/10/8</i>)	p 35
B. Qui est expert ? Qui est compétent ? (<i>affiche du 6/10/8</i>)	p 37
C. Quelques commentaires à la pétition	p 39
C. Texte d'appel pour des Etats Généraux pour la jeunesse	p 40
D. Texte d'appel à une réunion	p 41

POURQUOI CE LIVRE BLANC ?

A l'origine, il y a la volonté de parents, d'habitants, de travailleurs du quartier de Reynerie à Toulouse, de réagir devant la situation d'enfants et de jeunes du quartier abandonnés par les pouvoirs publics et la façon haineuse et mensongère dont la jeunesse des quartiers apparaît dans les médias et les discours officiels.

Devant l'abandon programmé des services publics et la carence des institutions, face au grand écart entre les discours officiels et la réalité vécue par les enfants et les familles, nous considérons que nous, adultes du quartier, sommes le dernier recours de ces enfants dont certains sont en perdition. **Que ces enfants soient ou non les nôtres, nous nous en sentons et nous en affirmons responsables.**

C'est pourquoi nous avons décidé de travailler à mettre en place des *Etats-généraux pour la jeunesse*, dont une première journée a eu lieu le 6 octobre 2018 à la Reynerie. C'est une décision très ambitieuse, mais nous savons que ce qui se passe ici au Mirail à Toulouse se passe aussi dans beaucoup de quartiers en France et que nos questions sont celles de beaucoup d'autres parents, d'autres adultes de ce pays.

Notre travail s'adresse à chacune et chacun, au-delà de Toulouse, au-delà des quartiers populaires, parce que la question de la place et de l'avenir de la jeunesse dans le pays est une question centrale, qui impacte tout le monde, et aussi parce que c'est un travail original : nous sommes porteurs d'un regard différent, d'une parole particulière, le regard et la parole de parents, d'habitants, de travailleurs du quartier et de la ville qui, ensemble, sommes partis de ce que nous vivons, et avons décidé de dire ce que nous en pensons et ce que voulons pour les enfants, par-delà la parole officielle sur la jeunesse des quartiers. Notre volonté est d'assumer notre responsabilité d'adultes là où l'état ne le fait plus, et d'enclencher un processus au niveau national, de fédérer tous ceux qui sont dans une même démarche pour tout mettre sur le tapis et avancer.

Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur notre expérience accumulée lors de la bataille que nous avons menée ensemble, parents, enseignants et habitants du quartier, contre la fermeture du collège de proximité décidée par le Conseil départemental et le rectorat. Cette bataille, qui a duré 3 ans et se poursuit encore, a été un véritable concentré de la politique de la jeunesse officielle, avec le mépris haineux de son discours bien-pensant et la brutalité de sa mise en œuvre. Pour nous, cela a été une expérience essentielle, parce que nous nous sommes battus ensemble, gens différents mais unis par la volonté de ne pas abandonner les enfants, et par le refus du mépris et du mensonge. Nous nous sommes découverts experts et compétents face aux experts officiels qui nous abreuyaient de chiffres et nous parlaient d'une réalité qui n'est pas la nôtre, et nous avons fait la preuve de notre dignité et de notre ténacité.

C'est pourquoi la bataille du collège constitue une sorte de fil rouge tout au long de ce livre blanc, un réservoir d'exemples parlants et une base de réflexion et de propositions.

Notre but, c'est déjà de discuter entre nous pour faire le point, pour dire la réalité de cette jeunesse, pour montrer les difficultés et suggérer des solutions.

Le livre blanc s'adresse à tous, parents ou non, habitants des quartiers populaires ou d'ailleurs ; il dit un autre réel, celui que nous vivons et que nous voulons exprimer, une autre vision de la jeunesse populaire, de sa place dans le pays que la vision haineuse et méprisante officielle.

- Vous y trouverez des extraits des réunions de préparation des états-généraux, et des comptes-rendus de la première journée organisée le 6 octobre à Toulouse.
- Vous y trouverez aussi des textes personnels, écrits ou dits par ceux qui participent au projet : pas de simples témoignages, plutôt des réflexions à partir d'exemples concrets, conduisant à des affirmations pour améliorer la situation. Il y a aussi des textes d'analyse, des textes « coups de gueule », etc... tous rédigés par nous-mêmes, à partir de notre expérience.

Le livre blanc n'est pas un constat, ce n'est pas un catalogue des carences administratives, ce n'est pas un recueil de plaintes, **c'est l'affirmation de la compétence de gens qui sont confrontés à la maltraitance institutionnelle de la jeunesse.** Nous nous attachons, dans ce premier temps, à comprendre ce qui permet cette situation et comment on peut la transformer.

Le livre blanc est articulé autour de 3 grands thèmes qui sont apparus comme centraux lors des discussions et ont été approfondis au cours de la journée du 6 octobre 18 :

- jeunesse : un danger ou jeunesse en danger
- mots du pouvoir, pouvoir des mots
- le commun : une égalité et une solidarité possibles

complétés par un chapitre « perspectives » et des annexes.

Nous sommes conscients de ses lacunes, de tous les points qui ne sont pas abordés, cependant nous ne cherchons pas à faire une anthologie, mais bien à faire surgir une parole qui part de la réalité et de l'intérêt des enfants et d'en permettre la diffusion et le débat. C'est une expérience partagée et c'est un point de départ.

I

JEUNESSE :
UN DANGER ?

OU

JEUNESSE
EN DANGER ?

1ère journée des états généraux pour la jeunesse – Présentation

Pourquoi des états généraux pour la jeunesse ? Parce que la situation est grave et qu'il y a urgence.

Nous avons sous-titré notre appel : « *jeunesse : un danger ou jeunesse en danger ?* » parce que aujourd'hui, une partie de la jeunesse, les enfants des quartiers populaires, les enfants pauvres, les enfants d'origine étrangère, sont présentés et ressentis comme dangereux, malfaisants.

Les exemples, chacun en a en tête, pour ne citer que les plus récents,

- C'est le vocabulaire guerrier employé par les responsables politiques de tout bord qui parlent de « *quartiers de reconquête républicaine* » (Ministère de l'Intérieur), de « *territoires perdus* », d'aider les jeunes à « *retrouver les chemins perdus de la République* », (Conseil départemental) etc... tout cela dans le cadre d'une grande action soi-disant au service du bien-être de la jeunesse.
- C'est une double page sur la Reynerie dans le Monde, journal qui se veut impartial, intitulé : « *A Toulouse, dope, foi et vendetta* » ou encore un reportage sur France 2 intitulé : « *Mirail, quartier impopulaire* », qui tous les 2 ne montrent que le côté « obscur » du quartier et de sa jeunesse, comme si c'était le seul.
- C'est la justification de la destruction du collège du quartier et de la dispersion des élèves parce que les enfants d'ici seraient « *un danger pour la république* », « *une bombe à retardement* » pour le pays.
- C'est la une de l'Express sur le lycée Galieni : « *Un lycée en guerre* », désignant clairement des lycéens comme des ennemis à combattre.
- C'est la banalisation d'une vision négative des jeunes des quartiers populaires, présentés comme « *inéducables* », et de la violence à leur encontre comme seul moyen possible de les contenir et de les empêcher de nuire.
- C'est la suspicion systématique à l'encontre des jeunes étrangers, mineurs isolés, et la persécution des réfugiés et de leurs familles dans une grande indifférence

Ainsi, se répand et se justifie le sentiment que la jeunesse des quartiers populaires serait à part, que les jeunes d'ici ne seraient pas les mêmes que les autres jeunes du pays, et représenteraient un danger pour le reste de la société.

Pour nous, nous analysons la chose différemment : plutôt qu'une jeunesse dangereuse, nous voyons une jeunesse en danger, abandonnée :

- Nous voyons des enfants déscolarisés, qui traînent dans les coursives alors qu'ils devraient être en cours,
- Nous voyons des profs et des directeurs qui le signalent et le signalent encore, sans aucun effet,
- Nous voyons des enfants pour qui dealer est un métier.

- Nous voyons des enfants privés de soins malgré plusieurs demandes des parents, parce qu'il n'y a pas de place pour un rendez-vous avant au moins un an,
- Nous voyons des enfants qui perdent toute confiance en eux-mêmes en entendant des responsables politiques ou autres parler d'eux comme de bons à rien, incapables de réussir parce qu'ils vivent dans un quartier de pauvres (CSP défavorisées), ou leur expliquer que les autres ne veulent pas venir ici, et que c'est donc à eux d'aller ailleurs, etc...
- Nous voyons des enfants incapables de se projeter dans l'avenir, incapables de rêver.
- Nous voyons des enfants dans la rue, des enfants qui dorment dehors, des enfants privés d'école parce qu'ils sont étrangers, qu'ils sont mineurs isolés...
- Nous voyons des jeunes diplômés du supérieur, qui ne trouvent pas leur place, qui se heurtent à la barrière des préjugés racistes, qui envisagent de faire leur vie hors de France ou qui se découragent et se dévalorisent.
- Nous voyons des enfants pour qui la violence est devenue normale, habituelle : interventions policières, meurtres en pleine rue et en plein jour, insultes, intimidations... la violence apparaît comme la façon principale de régler les problèmes, les difficultés, les conflits... , pas seulement dans le rapport aux institutions, mais aussi et surtout entre les gens eux-mêmes.

Nous entendons tous ces discours de mépris et de haine qui nous présentent les enfants comme des ennemis, et nous entendons des parents désabusés, pleins de tristesse, nous dire « *il n'y a pas de place ici pour nos enfants* ».

Nous entendons la souffrance des enfants, la souffrance des parents, et la souffrance des professionnels, de toutes celles et ceux qui travaillent auprès des enfants et des familles du quartier. Toutes celles et ceux que des parents appellent à l'aide, qui font tout leur possible, mais ne sont pas écoutés, pas soutenus, qui se heurtent encore et toujours aux décisions des experts, « ceux qui savent » et qui décident, sans rien connaître de notre vie, de nos besoins, sans jamais rien écouter si ça ne va pas dans le sens de ce qu'ils ont décidé, de ce que eux estiment bien pour nous.

Cette souffrance, nous la partageons et nous partageons la colère qu'elle crée, nous la partageons mais nous avons décidé de ne pas les subir, de réagir, de ne pas courber l'échine mais d'exister, en tant qu'adultes, pour servir d'appui aux enfants et pour porter notre parole, notre vérité et les faire entendre. C'est de là qu'est née l'idée des états généraux pour la jeunesse, de la volonté de faire sortir cette parole et de la faire connaître largement.

Plusieurs d'entre nous ont découvert et affronté le mépris et la violence des institutions (Conseil départemental, rectorat, experts nationaux) à propos du projet dit « mixité » de suppression du collège et de dispersion des élèves du quartier, et cela nous a appris beaucoup, et en particulier l'importance de pouvoir dire les choses, en discuter ensemble, pour canaliser la colère et pouvoir faire face sans désespérer mais de façon positive, collective et déterminée.

C'est pourquoi, vous le verrez, cette expérience récente sert aussi de fil rouge dans les différents panneaux des ateliers que nous proposons, non dans ses détails, mais à partir d'éléments significatifs du rapport actuel à la jeunesse et des leçons qu'on peut en tirer.

Les réunions pour préparer cette journée et affiner le projet ont été très riches, avec beaucoup de discussions. Cette richesse, nous ne voulons pas la perdre, mais au contraire la développer et la diffuser, la faire connaître un maximum. C'est pourquoi, nous voulons constituer un livre blanc à partir de tout ce qui aura été dit, analysé, témoigné, proposé ... aujourd'hui et pendant les réunions de préparation. Nous savons qu'un tel contenu trouvera obligatoirement un écho, une résonance au-delà du Mirail, au-delà de Toulouse, et pourra être enrichi, repris, développé par d'autres groupes d'adultes soucieux de la situation des enfants et des jeunes des quartiers populaires.

Le livre blanc dans cette optique n'est pas une fin, mais une étape, un support pour interpeller tout un chacun, individu et institutions, sur la base de notre parole, de notre pensée, de notre vécu.

Brigitte, habitante du quartier

« Les enfants d'en bas ».

Les enfants qu'on voit en bas, quel est le problème ? Ce n'est pas le collège, ce ne sont pas les parents, même si tous les parents ne sont pas derrière leurs enfants. Des parents qui ne suivent pas leurs enfants pour une raison ou une autre ça existe partout, pas seulement ici. On peut le trouver dans les villages, dans les centres-villes. Certains travaillent beaucoup, n'ont pas le temps pour leurs enfants. Chacun fait de son mieux, mais ce n'est pas toujours facile.

Ces enfants-là, pourquoi on les trouve en bas ? On l'a signalé, dans notre association, dans les conseils de classe... On a écrit aux éducateurs, on les a rencontrés, on en a parlé au maire adjoint... C'est de pire en pire. On a rencontré le principal, les directrices des écoles. Tous ont fait remonter le problème, l'assistante sociale l'a signalé, mais il ne se passe rien, on les trouve toujours en bas au lieu qu'ils soient à l'école. Le dossier va attendre des années, le temps que le gosse se détruise.

La faute à qui ? Pas celle des parents, pas celle des enseignants, pas celle de tous ceux qui ont dit les choses, et pas celle des enfants qui sont juste des enfants.

L'école, ce n'est pas 4 murs, ce n'est pas le matériel. L'important, c'est l'éducation. On a envie d'avoir une belle école, mais on préfère une bonne école, humaine, qui se soucie des enfants.

Ils ont construit une école neuve, mais ils n'ont pensé qu'au matériel. Ils ont fait les photos, ils ont dit « *voyez comme c'est beau, tout ce qu'on fait pour vous* », et ils ne comprennent pas que ça nous choque une école aussi fermée, avec une grille pour empêcher les parents d'entrer. Ce jour-là, le jour de l'inauguration, de la photo, il n'y avait personne en bas pour faire le chouf, c'était nettoyé, tous ces officiels, le maire, le député, le rectorat, le directeur de la CAF etc... ils pouvaient ignorer les enfants d'en bas.

Si on les regarde, ces enfants-là, ça fend le cœur. Il y en a un que je n'oublierai jamais, je pleure chaque fois que je pense à lui. Il est pas grand, tout fin, tout mignon, il souriait tout le temps d'un si joli sourire, même sur la chaise, quand il faisait le chouf au début. Mais maintenant, c'est fini ; son corps change, on ne le voit pas grandir, il est devenu gris, il a perdu la moitié de ses dents, la bouche toute noire. Il est tout le temps en train de fumer, il enchaîne un joint après l'autre.

On se sent coupable de le voir, de traverser la route, de ne rien faire. Il a l'âge du collège, l'âge de ton fils, de ma fille. Tu te dis « *qu'est-ce que je peux faire ?* » On a essayé, mais sa mère n'est pas là, c'est sa grand-mère qui l'élève, elle est dépassée. On l'a dit au collège, mais eux aussi ils sont dépassés. Au conseil de classe, au lieu de compter ses absences, ils comptaient ses présences. C'est horrible de voir ça. Et après, le rectorat, si ton enfant manque l'école, ils te menacent de te supprimer les allocations. On serait contents s'ils utilisaient les allocations pour l'intérêt de cet enfant !

On arrive à un moment où on ne peut plus rien faire. Il faudrait une prise en charge médicale, psychologique, je ne sais pas. Il a commencé il avait quoi, 10/11 ans ? Si à ce moment-là, il avait été pris en charge, il ne serait jamais devenu comme ça. On dirait un cadavre qui marche.

Il a quoi maintenant 14/15 ans ? Mais ce n'est plus un enfant, il est vidé, ailleurs. Tu passes, tu le vois sur sa chaise à moitié endormi et tu te dis que le maire de quartier passe régulièrement faire le tour des immeubles. Un aveugle le voit, sur sa chaise au milieu de la route. Il ne se cache pas, il est là, devant toi, devant tout le monde. Quand il crie

« *Nachav* », le policier arrête la voiture, le jeune se met les mains dans les poches à côté et il leur crie « *Nachav* ». les policiers ne peuvent rien faire, il n'a rien sur lui. Tout le monde le voit, lui ou d'autres comme lui, et le maire de quartier, il ne le voit pas ? Et après on te dit : les jeunes des quartiers, c'est de la racaille.

Le maire de quartier il te dit qu'il fait le tour du quartier tous les jours. A quoi ça sert, il est aveugle ? Quand on a demandé une réunion à l'école primaire, parce que la directrice ramassait des sachets de drogue devant l'école, on lui disait « *on a peur pour nos enfants* ». Il nous a répondu « *Ne vous inquiétez pas, la police s'en occupe.* ». D'accord, mais rien ne change, juste le trafic qui se déplace d'un immeuble à l'autre en fonction des travaux et des descentes de police. Ce qui compte, c'est qu'ils donnent des ordres aux policiers, aux éducateurs, aux associations... de faire leur travail comme il faut. La répression ça ne règle rien. Il faut aussi que les jeunes puissent trouver du travail, qu'ils puissent trouver leur place. Quand un jeune est perdu, il rencontre quelqu'un qui lui donne cette fierté, cette estime de soi, qui semble l'admirer, qui l'encourage, alors le jeune va le suivre, il va avoir confiance en cette personne.

Les associations ont aussi leur part du problème des jeunes d'en bas. Il n'y a pas vraiment de centre pour les jeunes. La plupart des activités s'arrêtent à 12 ans ; après, ce n'est que pour les garçons, même si c'est ouvert aux filles. Mais il n'y a pas d'activités pour elles. Comment vous voulez que les filles du quartier se déplacent pour y aller ? S'il y a juste une ou deux filles et que des garçons, ce n'est pas possible, les filles ne reviennent pas. Il faut des activités mixtes, comme à l'école, au lieu de privilégier les activités pour les garçons. Et après ils disent « *les gens du quartier sont comme ça* ». Mais ça ce n'est pas notre choix, c'est leur politique de division.

Les jeunes qui sont en bas c'est la faute de la mairie, du Conseil Départemental, qui doivent normalement s'occuper des jeunes, des enfants en danger. Il y a des responsables. Par exemple, cet été, les dealers ont installé une piscine sur le parking, une grande piscine pour les petits. Normalement, si tu veux mettre un stand, même pour un vide-grenier, pour le ramadan, etc.. tu dois avoir une autorisation, là pour la piscine, ils la posent, aucun problème ; en plus, c'est très dangereux, c'est un truc énorme, si l'enfant tombe il se noie. Et toi, le maire, tu n'as pas vu la piscine, ton garde du corps n'a pas vu la piscine ? le policier qui fait sa tournée n'a pas vu la piscine ?

Là, les dealers ont montré à tout le monde qu'ils ont pris le pouvoir, qu'ils font le travail de la mairie. Ils ne sont pas bêtes, ils ont compris que la confiance s'installe comme ça, peu à peu ; ils font plaisir aux petits, ils leur permettent de se rafraîchir et de s'amuser, ils leur donnent une sucette, un sandwich, une canette... Ils ont fait pareil pour avoir les jeunes du collège. Mais ils ne peuvent faire ça que parce que la mairie ne le fait pas, ne s'occupe pas des petits, ne réfléchit pas à comment faire pour les enfants ne traînent pas.

Que quelqu'un nous écoute vraiment. ! Il y a 2 ans, j'étais dans la délégation de l'Assemblée Parents/Enseignants/Habitants qui a été reçue au Conseil Départemental, pour le projet « mixité ». Ils nous ont rabâché que c'était pour les enfants, pour « *les sortir du ghetto* », pour « *leur donner un avenir* ». On leur a parlé de ces jeunes, on leur a dit le souci des parents qui ne pourront pas surveiller leurs enfants quand ils iront loin au collège et qui craignent qu'ils traînent dehors au lieu d'aller en cours. On a parlé à des sourds. Quand on est sortis, je me suis dit : « *si au bout d'un an ils n'ont rien fait pour ces jeunes qui sont en bas du bâtiment, je ne ferai plus jamais confiance à personne de ces gens-là.* »

Les jeunes d'en bas sont sacrifiés, et il y en aura d'autres, beaucoup d'autres, parce que quand le collège sera détruit, le nombre va forcément augmenter. Les enfants qui partent sont fatigués, fragiles, ils ont commencé à redoubler la 6°. Les directeurs de primaire nous ont dit que le niveau des élèves a baissé au collège par rapport au CM2. Ils l'ont vu avec le retour du bulletin. Les enfants sont trop fatigués, perturbés, angoissés. Le rectorat lui-même dit qu'un tiers n'a pas la moyenne en 6°. C'est ça la réussite ? D'ici 4 ans, quand on descendra, il vaudra mieux regarder le sol, ne regarder ni à gauche, ni à droite, parce qu'on verra l'échec, les plus fragiles seront là, sur les chaises.

Pour nous, parents, la peur est là, parce que combien d'enfants qui rentrent dans ce réseau et y restent ? Je me rappelle cette réunion à l'école, avec le maire de quartier qui nous dit en face: « *tel jeune, tel jeune - il connaît même leur nom- celui-là vient de tel quartier le matin, une voiture le dépose, tel autre vient de Muret..* » Une maman a explosé, elle a hurlé : « *Mais tu ne le signales pas, tu ne le dis pas, la mairie ne peut rien faire, la police ne peut rien faire ? Les services sociaux ne peuvent rien faire ?* »

Les parents ne sont pas responsables de ne pas être aidés. A un moment, on a tout fait, ce n'est plus de notre ressort.

- ce n'est pas nous qui avons arrêté les éducateurs dans les quartiers
- ce n'est pas nous qui avons supprimé les postes de profs
- ce n'est pas nous qui avons supprimé les psychologues dans les écoles primaires,
- ce n'est pas nous qui avons supprimé les RASED,
- ce n'est pas nous qui rajoutons de la fatigue et du trajet à des enfants qui dorment mal, etc..

Au bout d'un moment, il faut que les responsables prennent leurs responsabilités.

Mais les enfants d'en bas, ça ne les dérange pas. On commence à bien voir les choses, la photo est claire. Ils ont laissé les choses empirer de plus en plus, parce qu'avant des enfants de 8 ans, de 10 ans, de 12 ans ... on ne les voyait pas en bas. Il y avait des vendeurs, mais c'était des grands, pas des gosses. Quand ils ont commencé à parler de détruire le collège, on a commencé à en voir, de plus en plus. Ils laissent empirer les choses pour dire : « *il faut la mixité, détruire le collège, envoyer vos enfants ailleurs* ». C'est ce qu'on a compris.

Maintenant, ils commencent à dire : « *On a détruit le collège, ça ne s'améliore pas, alors il faut raser les bâtiment, détruire le quartier.* » 4 ou 5 imbéciles autour d'une table, ils ont décidé du sort et de la vie de ces parents et de ces enfants, ils ont décidé de sacrifier tel et tel pour éloigner tout le monde du quartier et le récupérer pour reconstruire des petites résidences, des petites maisons, pour changer la population. Voilà !

Mais les gens, ce n'est pas des chiffres. Je ne comprends pas comment on peut assumer des choses comme ça, les avoir sur la conscience. Moi, je ne pourrais pas, je ne pourrai jamais être élue au CD ou maire de quartier.

Heureusement qu'on croit encore à une France qu'on n'a pas encore vue, celle que j'appelle la France du drapeau, avec ses 3 couleurs, une France mélangée, et à sa devise : « Liberté, Egalité, Fraternité ». Parce que pour moi, le Conseil départemental, le rectorat, la mairie, ils ne représentent pas ce drapeau, ils ne sont pas cette France.

C'est ce qu'on discute avec nos enfants, avec les voisines dans les sorties, etc .. On se dit : « *ce n'est pas toute la France qui est comme ça* », on garde confiance. On voit les enfants des voisins qui font des études supérieures, ceux qui ont un métier... On sait que c'est possible.

On voit aussi notre puissance, ce qu'on peut faire et obtenir si on part de nous-mêmes, qu'on est décidés. Normalement, pour changer une situation, il faut beaucoup de temps. Nous, en un an de bataille, on a changé beaucoup de choses. Même si on n'a pas gardé le collège, ce qu'on a fait, on ne l'a pas vu ailleurs. On a gagné de la confiance, de l'amitié, de la force. J'ai beaucoup appris avec l'Assemblée, parce qu'on est différents, chacun regarde l'autre comme une personne, on ne s'arrête pas à la tenue, à la couleur de peau, à la façon de parler... Ce qui compte c'est qui tu es, ce que tu dis, ce que tu fais. C'est important, on n'est pas que les mamans entre nous, ou que les profs, chacun a une histoire différente, on met les idées ensemble, on discute, il y a toujours quelque chose à apprendre, des idées pour avancer, et au bout, on est plus fort.

Avec la bataille du collège, j'ai compris qu'on peut être puissant, qu'on peut les obliger à nous respecter, à tenir compte de nous. Ils ne peuvent plus nous ignorer. Maintenant, quand on se mobilise pour le remplacement d'un enseignant absent ou autre, ils nous écoutent, parce qu'on sait ce qu'on veut et qu'on ne cède pas.

Farida, habitante du quartier

Un témoignage sur ce sujet :

« Mon enfant est sur la chaise en bas, et je n'ai pas pu l'empêcher. Pourtant, j'ai tout fait, dès que j'ai vu que ça allait mal, j'ai tapé à toutes les portes, je suis allée voir l'école, les HLM, les élus, les éducateurs... Je leur ai même demandé qu'ils prennent mon fils de force pour le sauver. Ils ont dit des bonnes paroles, mais personne n'a rien fait. Et maintenant, mon fils est en bas, il vend la drogue. Quand je passe, c'est mon fils, je veux l'embrasser mais il me repousse, il me dit « Laisse-moi ». Mon fils n'est plus mon fils.

Mais qu'est-ce que je pouvais faire de plus ? J'ai tapé partout. Est-ce que je peux porter plainte contre l'état, contre les HLM, parce qu'ils n'ont rien fait, qu'ils ont abandonné mon fils ? »

Ce témoignage n'est pas un cas isolé. Beaucoup de parents sont désespérés, cherchent de l'aide et n'en trouvent pas. Les enfants sont abandonnés, mais les parents sont aussi abandonnés.

Pourtant, on dira que c'est leur faute si leur enfant a mal tourné.

Il y a des choses à faire: il faut en parler, se rencontrer et décider ensemble.

Les jeunes, les parents et les travailleurs sociaux : ensemble dans le même bateau.

Pour aider les enfants, les jeunes et leurs parents en difficulté, il existe pleins de dispositifs, tous très beaux. Mais la réalité n'est pas très belle, elle. Alors que les familles cherchent de l'aide qu'elles pensent trouver auprès des travailleurs sociaux, elles se retrouvent face à des portes fermées matérialisées par des listes d'attente, des évaluations et autres « en attendant ».

QUELLES REALITES ?

Il existe la prévention spécialisée :

L'éducateur de prévention fait un travail éducatif de proximité auprès du jeune et de sa famille, sur la base de la libre adhésion. Par exemple : un garçon de 13 ans, en difficulté scolaire, est happé par la rue et ses tentations. Il a un grand frère au passé psychiatrique qui revient à la maison. Les parents sont dépassés. Quelles solutions ? Quels appuis ?

Ce jeune déscolarisé est accompagné par cet éducateur qui l'aide à bénéficier d'un dispositif relais de quelques semaines, qui le raccroche scolairement, mais cela s'arrête. Le collègue ne peut pas l'accueillir après le dispositif relais. Le jeune bénéficie alors d'un placement en Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS), dont il se fait exclure pour usage de stupéfiants. Retour à la case départ. L'éducateur qui l'accompagne ne sait pas quoi lui proposer pour l'aider.

Ce travail difficile, lent, est souvent fait de manque de solution parce qu'il n'y a pas les moyens humains pour bien le mener auprès des jeunes et de leur famille, dans le quartier. Les travailleurs sociaux se retrouvent souvent face à des injonctions sécuritaires qui empêchent le travail éducatif et de restauration des liens avec les jeunes.

Alors parfois il est nécessaire d'orienter des jeunes vers des soins lorsqu'ils sont en souffrance.

Il existe des soins en Centre Médico-psycho pédagogique (CMPP).

Le CMPP accueille les jeunes de 0 à 18 ans pour de la psychomotricité, de l'orthophonie, de la psychologie, de la psychiatrie et de l'éducation. En tout cas, quand le jeune y arrive, car en réalité les délais d'attente sont énormes : jusqu'à un an après le bilan pour avoir la première prise en charge ! Quand le bilan préconise une prise en charge en ITEP (Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique), un nouveau délai d'attente suit, pour parfois quelques heures de prise en charge par semaine. Faute de place, le jeune reste au CMPP, jusqu'à ce que sa sortie soit imposée pour en faire entrer d'autres...

Pour exemple: un garçon de 9 ans, est orienté au CMPP par l'école pour un comportement inadapté, bagarreur et dans le refus. Le CMPP effectue un bilan et le garçon est orienté vers un ITEP, mais faute de place, il est toujours au CMPP deux ans après. En 6ème, il est en début de déscolarisation, en rupture de lien social, en souffrance. Sa mère est dépassée

et dépressive, elle ne peut pas le soutenir, ce qui le rend violent. Les problèmes de départ ont donc augmenté, faute de prise en charge suffisamment rapide. Plus il y a des difficultés, plus le parcours se complexifie. Des fossés se creusent entre les besoins repérés et les réponses existantes. On aboutit à des impasses. Pour l'enfant et la famille, on entretient de la confusion, tout en multipliant les bilans...

Lorsque la situation de certains jeunes se complexifie, il existe des interventions d'éducateurs dans le cadre judiciaire suite à une décision du juge des enfants.

Il existe la PJJ (protection judiciaire de la jeunesse) :

La PJJ accueille dans ses foyers des jeunes placés sous contrainte judiciaire. Il s'agit de jeunes avec souvent la même problématique de délinquance qui sont sous le même toit : ça peut être une cocotte-minute.

Comment arrivent-ils là ? Un éducateur en charge d'actions éducatives en milieu ouvert suit comme il peut 28 jeunes à leur domicile. Il cherche des solutions adaptées quand c'est nécessaire : familles d'accueil, lieux de vie... Mais il n'en trouve pas, ou rarement. Ou bien avec une attente qui dégrade la situation. La contrainte pénale se durcit alors et devient un placement, en CER (Centre Educatif Renforcé) ou CEF (Centre Educatif Fermé) et pour finir, dans 50% des cas, en établissement pénitentiaire pour mineurs. Et à leur sortie, tout recommence...

Il existe l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance)

L'ASE a mission de protéger l'enfant victime. Mais là aussi, les solutions adaptées sont insuffisantes. On préconise aujourd'hui le placement à domicile, sans moyens adéquats pour ajuster, accommoder en fonction de l'évolution de la situation. On cherche une place, n'importe où, même loin de la famille, pour répondre à l'urgence. Il y a des listes d'attente de plus de 6 mois pour mettre en place les aides préconisées par la justice, ce qui entraîne un délabrement des situations des familles notamment par des parcours fragmentés.

QUE FAIRE ?

Les jeunes des quartiers populaires périphériques sont toujours perçus comme étrangers, même si leurs familles sont là depuis longtemps. Ils finissent par enfiler ce costume d'enfants non reconnus par la République. « *Il y a eux et nous* », disent-ils. Les réseaux mafieux et religieux, par contre, les prennent tels quels.

Ne serait-il pas temps de les considérer avant tout comme des enfants, des adultes en devenir et des citoyens ? La lutte contre les discriminations n'a pas fonctionné parce qu'on a voulu penser pour eux, au lieu de faire avec eux.

Pour sortir de l'impasse, il faut aussi des moyens et repenser le parcours en termes de temporalité, de réactivité dans la prise en charge adaptée. Plus on soutient tôt et vite, plus on multiplie les chances d'une trajectoire positive. Les délais d'attente, les ruptures, les évaluations à répétition, le manque de places en hébergement, aide à domicile, hôpitaux de jours et établissements médicosociaux aggravent les situations et augmentent dramatiquement le coût humain et social. Il y a urgence à travailler ensemble.

Un travailleur social seul n'est rien, il faut travailler en réseau, avec les partenaires, avec le jeune et sa famille. Mais cela n'aboutit pas parce que nos institutions sont cloisonnées, chacun doit rester à sa place : le social dans le social, l'éducatif dans l'éducatif et le soin

dans le soin. Les enfants, les familles sont étiquetés. Les gens qui s'occupent d'eux sont enfermés dans une fonction et personne ne parvient à se rencontrer.

=> Il faut redonner leur place aux parents, trop souvent vus comme de mauvais parents et confrontés à des gens qui «savent ce qui est bien pour leurs enfants ».

=> Il faut démêler les nœuds de la communication, de la relation, et mettre les gens en lien autour de la famille, avec la famille.

=> Il faut mettre les choses sur la place publique, dire ce qui se passe à tout le monde, exiger que les institutions assument leurs responsabilités :

* La responsabilité de l'aide à l'enfance, c'est d'aider tous les enfants présents sur le territoire, sans distinction.

* La responsabilité de la PJJ, c'est de prévenir la délinquance, et de permettre aux enfants et aux jeunes d'en sortir.

* La responsabilité des services médicaux et des services sociaux c'est de prendre l'enfant en charge dès que le diagnostic est posé, sans laisser la maladie ou le problème se développer.

* Notre responsabilité, à nous, travailleurs sociaux, personnels de l'éducation nationale, soignants, parents, familles, c'est de ne pas accepter le défaitisme ambiant, le « *c'est comme ça, on n'y peut rien* », les mauvaises raisons comptables de l'administration. C'est de refuser de sans arrêt colmater les brèches d'un mur qui s'écroule, écoper un bateau qui coule et d'oser nous parler, nous rencontrer entre gens d'horizons divers pour dire et redire à tous la réalité que nous vivons et que ce n'est pas une fatalité.

La jeunesse d'un pays, c'est son avenir. Il y a en France largement de quoi mener une politique réelle et efficace d'aide à tous les enfants en difficulté. Mais pour cela, nous devons réussir à mettre en avant le besoin des enfants, et notre volonté collective d'y répondre.

Amele, travailleuse sociale, avec le Collectif Enfance 31

Contre la banalisation, devoir de vigilance !

Qu'est-ce qui est normal ? Qu'est-ce qui doit me choquer ? Contre quoi dois-je m'insurger ? A travers les réactions de mes élèves quand ils racontent leur quotidien et diverses discussions dans le cadre de l'Assemblée, le problème de la banalisation de certaines pratiques et de certains faits me semble traverser plusieurs points qui nous préoccupent :

- **Banalisation du trafic de drogue** : l'intégration dans la vie de tous les jours des vendeurs, des acheteurs, de leurs va-et-vient, de leur organisation.
- **Banalisation des violences institutionnelles** : le clivage entre ceux qui décident (rectorat, conseil départemental, mairie, ministères...) et ceux qui subissent et obéissent (familles, habitants, personnels de terrain, fonctionnaires, usagers...) induit
 - L'Acceptation de positionnements inégalitaires : supérieur/inférieur
 - L'Acceptation de ce qui est décidé, même si les personnes concernées ne sont pas d'accord et quels que soient la forme (mots méprisants) et le contenu de la décision imposée (fermeture du collège, déplacement des enfants).
- **Banalisation des violences policières** : l'intervention musclée et ostentatoire des policiers devant le parc rempli de jeunes enfants un dimanche après midi, les tirs de grenades lacrymogènes en plein jour dans le quartier, les contrôles au faciès, etc...
- **Banalisation d'une vision négative portée sur la scolarité des jeunes**, liée à :
 - L'acceptation de l'idée que certains jeunes n'auraient pas d'avenir.
 - L'intégration du poncif selon lequel ce serait la faute des parents si les enfants ne réussissent pas à l'école.
 - Le dénigrement systématique des métiers manuels (exercés par la majorité des parents) présentés comme un échec opposé à la réussite scolaire.
- **Banalisation du « eux » et « nous »**, de l'extériorité des jeunes d'origine étrangère au pays (sous-catégorie de français), et du classement des gens en fonction de leur peau, de leur origine ethnique et sociale et de leur religion, souvent déduites de leur apparence (foulard, vêtements, barbe...).

Ces différents processus de banalisation participent de créer et de renforcer les préjugés (l'image) sur le quartier, ses habitants : le Mirail est « le quartier de la drogue », « un ghetto », les jeunes y sont des « sauvages », « dangereux », « inéducables », etc... Ils aggravent la coupure et la défiance entre les gens, par le cercle vicieux du réflexe identitaire des 2 côtés : Dans l'image négative d'eux-mêmes que leur renvoie la société, certains jeunes trouvent une forme d'identité et de reconnaissance, qu'ils vont s'approprier, et donc légitimer, ce qui va renforcer le rejet par les autres de cette même image et le sentiment de différence et d'incompatibilité avec eux, etc... un vrai cercle vicieux.

C'est étonnant de constater qu'à force de voir certaines choses, de les subir ou de les entendre, on finit par trouver normal un fait qui nous aurait choqué auparavant. Par exemple, comment un enfant arrive-t-il à trouver normal de côtoyer des revendeurs de drogue quand il rentre du collège ? Et pourquoi cette banalisation n'est pas combattue par les institutions ?

La banalisation touche malheureusement tout le monde. C'est le résultat d'un cumul de situations anormales mais qui, à force de les voir, sont considérées comme normales. Dès lors que ce fait est devenu habituel, il est intégré dans le paysage, on ne s'en étonne plus quand on le croise. Quand il ne retient plus notre attention, c'est là que le danger apparaît. Ce qui est dangereux dans un processus de banalisation c'est qu'il est en constante expansion. La banalisation ne s'arrête pas, elle progresse toujours au-delà de sa limite.

Lutter contre cette banalisation est indispensable mais très difficile. Pour stopper ce processus, il faudrait réagir quand les situations anormales se présentent, sans détourner les yeux. Réagir ne veut pas forcément dire mettre un terme à une situation car ce n'est pas toujours possible, mais c'est au moins exprimer son désaccord et envoyer un message clair aux enfants : « ce que tu viens de voir ou d'entendre n'est pas normal ». C'est une vigilance que chacun devrait s'imposer.

Cécile, enseignante sur le quartier

II

MOTS DU POUVOIR

&

POUVOIR DES MOTS

Synthèse de l'ATELIER du 6 octobre :

Les mots ne sont pas neutres. Ils véhiculent une image, une représentation de ceux qu'ils désignent, ils procèdent d'une pensée qui fait réel et participe d'une politique. Pour parler des jeunes des quartiers populaires, c'est souvent un vocabulaire guerrier « *Bombes à retardement* », « *fichés S* », « *sauvageons* » etc.. ou un vocabulaire technocratique : « *enfants issus de catégories socioprofessionnelles défavorisées* »... qui est utilisé.

C'est toujours une façon de mettre à part, de désigner, d'isoler, mais aussi de déshumaniser, d'exclure du champ social et territorial.

Cela permet aussi de parler à l'imaginaire des jeunes ainsi désignés, qui vont avoir tendance à se conformer à l'image donnée d'eux mais aussi à l'imaginaire d'habitants d'autres territoires, qui vont se représenter les enfants et la jeunesse des quartiers populaires à partir de ces stéréotypes qui construisent au final la catégorie « *jeunes de banlieue* » comme une réalité sociologique spécifique. **Ces mots ont un impact sur toute la société.**

- Cette mise à l'écart par le langage est aussi très présente dans le refus de considérer les enfants du quartier dans leur réalité d'enfants français. Ils sont encore très souvent désignés comme « *issus de l'immigration* », sur la seule base de leur couleur de peau et de leur milieu social, alors que pour la plupart, ils sont nés français de parents français. Des parents disent dans le débat « *On n'est pas des citoyens comme les autres.* » et « *L'enfant est né ici, il grandit ici, il se marie ici, il a la carte d'identité. Il n'est pas « immigré ». Il faut enlever le mot « immigré ».* »
- Les enfants sont les enfants de leur époque. La façon dont ils sont désignés les construit aussi, et dans le cas présent, alimente le sentiment de ne pas avoir de place, et les pousse à s'identifier à des modèles négatifs. Le jeune risque de se trouver figé dans son évolution, de s'auto-exclure.
- Le langage participe de racialisier les rapports sociaux. Aujourd'hui, le processus de « *l'étranger de l'intérieur* » est de plus en plus présent. Ces processus de dénomination aboutissent à une rupture entre les gens.

A nous de trouver nos propres mots, de les affirmer et les revendiquer :

- Un participant raconte comment les sans-papiers de Toulouse et d'ailleurs se sont battus pour passer du mot « *clandestin* » les désignant à « *ouvrier sans papiers* », qui mettait en avant leur positif d'ouvriers du pays et changeait le regard porté sur eux.
- Pendant la bataille sur le collège, les gens ont commencé à refuser certains mots : « *On n'est pas un ghetto* ». Ils ont affirmé « *un enfant = un enfant* », « *nous sommes des parents comme les autres.* » Nous devons trouver des mots pour montrer l'humanité des gens concernés, pour dire et faire vivre notre réel, et pas le réel fantasmé des « experts » et des « politiques ». C'est essentiel aussi pour donner d'autres repères aux enfants et aux jeunes, leur permettre de se situer différemment, en positif et sans honte de qui ils sont.

C'est aussi cela l'enjeu du livre blanc.

Avoir nos propres mots pour dire la situation.

« *Jeunes de banlieues* » « *jeunes issus de l'immigration* » : c'est par ces phrases inventées par des sociologues-experts, appointés par les gouvernements successifs, et répétées à l'infini par les « représentants politiques » et une grande partie de la presse, que s'est bâtie et justifiée peu à peu toute une politique de violence à l'égard d'une partie de la jeunesse de ce pays.

« *Jeunes de banlieue, issus de l'immigration* », cela veut dire pas vraiment français, pas vraiment d'ici, porteurs de problèmes. Et cela ouvre logiquement à la nécessité d'avoir une politique particulière à leur rencontre vu qu'ils sont quelque part « pas comme les autres ». On les sort de la jeunesse du pays, on en fait un corps étranger.

Par ces quelques mots, on voit ce qui permet à l'état de se justifier de ne pas les compter, de ne pas les considérer comme les autres jeunes du pays ; on les exclut d'une pensée nationale commune, on en fait de potentiels ennemis de l'intérieur qu'il faut contrôler, suspecter, mater.

Les conséquences pratiques : plus aucune prévention, pas de bienveillance en direction de jeunes qui en ont besoin, plus de priorité à l'éducation : à leur égard seule une politique policière et sécuritaire est prônée.

Si en plus on adjoint le mot « *musulmans* » pour parler d'eux et de leurs parents, pour les catégoriser un peu plus, là on finit de justifier les actions policières très violentes, les destructions d'écoles et de collèges publics, les destructions de quartiers entiers.

Le mot magique de « *mixité* » apparaît : il va tout résoudre nous dit-on, mais il y a un prix à payer : ne plus être soi-même, habiter là où on nous dit et avec qui on nous dit, envoyer ses enfants à l'autre bout de la métropole dès la 6^e etc...

Une politique contre les gens, l'état sait la bâtir, sait la rendre légitime, sait la faire au nom du « bien » à apporter à ces mêmes personnes désignées par ailleurs comme ennemis.

Le Conseil Départemental (CD) et le rectorat nous en ont apporté la preuve lors de la bataille menée par des parents et des enseignants pour le maintien du collège, bataille où les parents demandaient à pouvoir choisir eux-mêmes pour leurs enfants. Mais pour M. Meric du CD il n'en était pas question, c'était à lui de décider, lui qui pour parler des jeunes concernés (des enfants de 10-11 ans) employait les mots : « *ce sont des bombes à retardement* », « *ils mettent la république en danger* »..

On voit là l'importance de se débarrasser des mots imposés par l'état, par les institutions, et d'être capables d'avoir nos propres mots pour parler de ce que nous vivons, voulons.

Il faut faire le clair sur les mots employés, sur leur leur sens : par ex. le mot « *immigré* » utilisé de longue date pour ne pas prendre en compte la présence réelle de gens dont la vie est ici, auquel de nombreuses personnes ont répondu en affirmant : « *notre vie est ici, nous sommes d'ici !* ».

Un travail difficile concerne le mot « *mixité* », qui est déjà très flou dans la bouche des « officiels » : une fois elle est sociale, une autre elle est scolaire, et des fois, quand cela leur échappe, elle est ethnique !

Mot contre les gens en vérité car il a servi à justifier la destruction du collège ; utilisé maintenant pour tenter de détruire des quartiers entiers avec la disparition de la vie sociale et de la solidarité entre les habitants qui va avec. « *Mixité* » est arrivé pour dire encore une fois que les gens des quartiers ne sont pas tout à fait français, pas tout à fait

convenables. Au nom de cela, il faudrait éloigner les enfants de leurs parents et de leurs lieux de vie quotidienne ; et ensuite il faudrait déloger tout le monde.

Qui va dire qu'il ne veut pas côtoyer des gens différents ? Qui va expliquer qu'il veut vivre en groupe fermé et replié sur soi ? Peu de monde. Alors passer par le moule de la « mixité » peut sembler inévitable, avec tous les dégâts que cela entraîne dans la vie, dans les choix de chacun.

Des habitants ont commencé à y répondre en disant que la « vraie mixité » ils la font exister eux-mêmes en se réunissant avec d'autres habitants, avec des enseignants qui travaillent dans le quartier. Gens différents qui cherchent ensemble des chemins pour tous, comme nos nombreuses réunions à propos de la jeunesse, des enfants à sauver. Nous n'avons pas pour l'instant remplacé le mot « mixité », mais nous arrivons à expliquer que notre travail, nos réunions sont là pour attester que nous savons nous-mêmes donner un sens à ce que l'on nomme officiellement le « vivre ensemble ». Le mot d'ordre : « nous ne sommes pas un ghetto » souvent repris montre que les habitants du quartier ne se vivent pas comme étrangers au pays ni enfermés dans leur quartier, contrairement aux arguments avancés par les promoteurs de la fameuse « mixité ».

Nous sommes convaincus que sur toutes les questions, notamment dans le rapport aux enfants, il y a une compétence des gens, bien réelle, et qu'il faut travailler à la faire émerger. Cette compétence, on la voit par exemple dans le souci de vouloir prendre soin de tous les enfants, de réfléchir à comment leur éviter les pièges des chemins qui paraissent faciles mais qui mènent à la désespérance et droit dans le mur. Pour construire cette compétence il faut arriver à parler nous-mêmes de la situation, sans le langage qui nous est imposé.

Travailler à partir des mots de chacun pour dire la situation est très important : on trouve une confiance en soi pour penser ce qui se passe et ce qui est possible et on rencontre d'autres personnes qui sont dans la même recherche que soi : on peut échanger et décider ensemble, tout cela à partir de nos propres mots, et non à partir de ceux qui nous enferment dans des catégories pré-définies (*immigrés, jeunes de banlieue, musulmans etc...*).

Ainsi, dans des réunions du groupe pour les Etats-généraux, ou dans celles de l'Assemblée Parents - Enseignants - Habitants ou dans des discussions de rues, en posant la question : « *la jeunesse est elle un danger, ou est-elle en danger ?* » des débats se sont ouverts, des affirmations sont sorties, comme par exemple :

- Il n'y a pas de jeunes de banlieue : il y a une jeunesse de France
- Un jeune = un jeune
- Un enfant = un élève
- Quand on s'en prend à la jeunesse, on détruit le pays
- Il ne faut pas faire la guerre à la jeunesse, il faut au contraire être bienveillant envers elle.
- Le quartier du Mirail n'est pas un ghetto, c'est un quartier de Toulouse, de France.

En faisant ce travail ensemble, nous transformons déjà la situation : les regards changent, les idées se confrontent, et on peut faire face.

Jean-Louis, habitant du quartier

PAROLE ET DEMOCRATIE :

« *En Tunisie, d'où je viens, c'est « Ferme ta bouche » .
Ici, c'est « cause toujours » ! » (Sonia)*

On nous parle de démocratie participative, de conseils citoyens, de lieux d'expressivité, de grand débat.... Jamais nous n'avons aussi été consultés et invités à nous exprimer, à donner nos idées et nos suggestions.

Et pourtant ! Loin du dialogue citoyen, nous constatons qu'au contraire, notre parole est massivement confisquée, mise sous cloche, manipulée, réécrite par les institutions. Comment, sur quoi nous appuyons-nous pour dire cela ?

1° La parole officielle est la seule parole autorisée : Prenons l'exemple de la « mixité sociale », qui signifie parfois « mixité scolaire », c'est à dire des classes avec des élèves de tous niveaux, et le plus souvent « mixité ethnique », c'est à dire plus de « blancs » comme disait Valls et moins d'enfants « colorés » dans les classes. Mais nous avons compris que « mixité sociale » veut surtout dire « assimilation culturelle » et là aucune « mixité » possible : la seule culture valable, transmissible, partageable et praticable est la culture « officielle », c'est-à-dire validée par les institutions.

Par « culture », l'Education Nationale n'entend pas seulement ni essentiellement la connaissance des arts, de la littérature, de l'histoire etc... mais aussi et surtout la tenue vestimentaire (pas de foulard, des filles en jupe, des garçons sans casquette), un langage, des coutumes, un comportement supposés être ceux du « français » historique, personnage totalement fantasmé et inexistant dans la vraie vie.

C'est ce que dit par exemple l'ancienne principale de Fermat, s'adressant aux enfants de Reynerie qui doivent intégrer la sixième dans son collège à la rentrée suivante : « *Vous allez entrer dans le meilleur collège de l'Académie. Ici, on ne porte pas de jogging, on ne met pas de casquettes, on ne marche pas sur la pelouse... A partir du moment où vous monterez dans le bus pour Fermat, vous oubliez les règles de la cité, et vous adoptez les règles de Fermat.* »

Tout est dit : petits sauvages, nous vous offrons la civilisation. Ce qu'une maman traduit : « *A l'entrée du bus, Mohamed, sors de ce corps ! François, prends sa place !* » et une autre maman : « *en fait, la mixité, c'est passer nos enfants au mixer !* »

On voit bien que « mixité sociale » veut en réalité dire tout autre chose, et que c'est ce sens caché qui se manifeste dans la réalité.

2° La parole officielle est d'une extrême violence : Pour justifier leur projet, les élus du Conseil Départemental ont parlé des enfants comme des « *bombes à retardement* », des « *véritables cocottes-minutes* », des terroristes potentiels, « *dangers pour la République* ».

Avec les représentants du rectorat, ils ont présenté le collège Badiou comme « *le collège de l'échec* », ils ont affirmé que la seule réussite possible c'est le métier intellectuel : médecin, ingénieur, avocat, etc... Ils ont menti, ils ont manipulé les chiffres, répondu « *c'est comme ça, ce n'est pas négociable* » aux parents qui voulaient discuter. Et quand on cherchait à leur expliquer l'effet que peuvent produire des mots comme ça sur des jeunes, on se heurtait encore à un mur.

La violence de leurs propos n'a jamais posé problème à ces « responsables » politiques ou de l'éducation, sûrement parce qu'elle reflète leur véritable pensée, le mépris absolu qu'ils ont pour les parents et les enfants des quartiers populaires. Témoin le fait qu'ils reconnaissent mener une expérience, dont pour eux les effets seront « *mesurables dans 4 ans minimum* » . A quoi les manifestations de parents, enseignants et habitants répondaient : « *Les enfants du Mirail ne sont pas des cobayes* ».

3° Notre parole est rendue minoritaire. La mise en minorité est organisée, au travers de rapports de soi-disant experts, relayés par des associations au niveau local, et supposés exprimer le souhait de la « majorité silencieuse ». Ainsi, si la parole dérange, elle est niée.

Exemple de la « concertation démocratique » : sur 50 réunions déclarées, 6 réunions de concertation (1 par collègue) en novembre avec les équipes pédagogiques, les personnels, des représentants du Conseil Départemental et des parents d'élève du collège. Toutes les autres réunions ont été des réunions de présentation, d'explication et de justification du projet décidé par le conseil départemental et le rectorat, où la parole des parents, des enseignants et des habitants opposés au projet de déplacement des enfants a été niée. Le leitmotiv était : « *vous n'avez pas bien compris, on va vous réexpliquer* », comme s'il n'était pas possible de ne pas être d'accord. Dans ce contexte, à aucun moment les arguments des opposants n'ont été entendus ou pris en compte.

Et les arguments finaux, pour clore le bec à ces supposées « *mamans affolées* », c'était « *la cantine gratuite, le transport gratuit* », à quoi les mamans outrées répondaient « *On n'est pas des mendiants.* »

4° Notre parole est confisquée : Une façon de parler et un filtre sont nécessaires : certaines façons de parler ne passent pas dans un débat ; les gens des quartiers n'ont pas le vocabulaire adéquat, ils ne pratiquent pas la langue de bois, ils disent « les *pauvres* » au lieu de « les *CSP défavorisées* », ils partent de leur vie, des enfants, et pas des chiffres, etc... Du coup, ils sont toujours considérés comme manquant de mots, même s'ils expriment très clairement leur opinion. C'est pourquoi dans le livre blanc, vous trouverez des textes faits par des parents, des habitants, des travailleurs du quartier, pour dire avec leurs mots ce qu'ils pensent du sort fait aux enfants et leurs propositions pour l'améliorer.

5° nier les mots, c'est nier les idées : En voulant nous imposer leurs mots, leur façon de penser, ils veulent nous obliger à partir du même point de départ qu'eux, et non de notre point de départ à nous, de nos idées à nous.

Notre parole est aussi une parole d'experts ; nos mots, nos catégories désignent des réalités, les construisent comme le font les mots et les catégories des experts institutionnels mais à partir de points de départ différents : Par exemple, nous voulons que nos enfants grandissent en tant qu'enfants de France, qu'ils se sentent riches et non honteux de leur double culture. Face au Conseil départemental (CD) et au rectorat, qui les accusent de maintenir leurs enfants dans un « ghetto », les parents affirment leur attachement au collège de la République, et à « la France du drapeau », celle de « LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE ».

Nous disons que nos enfants sont des enfants du pays comme les autres. Nous refusons les appellations stigmatisantes à leur propos, nous affirmons qu'un élève égale un élève, et que c'est la seule façon honnête et respectueuse d'aborder les questions de la discrimination scolaire.

6° Avec la négation de cette parole, on fabrique la violence, on la fabrique en l'entretenant. Quand les mots sortent, les institutions ne prêtent aucune attention à cette parole. Cela crée une coupure entre les institutions et les gens réduits au silence et cela génère à minima de la frustration et du désintérêt, le sentiment d'être à part, non pris en compte.

Il y a du côté de l'état un refus complet du débat, de la concession, de la négociation : le CD et le rectorat n'ont jamais voulu faire un pas dans notre sens, alors que nous avons cherché des portes de sortie, fait des propositions, comme le moratoire, qu'ils ont pourtant accordé immédiatement à des parents du centre-ville. **On a aussi demandé le choix pour les parents,** soit de mettre leur enfant dans le collège proposé par le Conseil

départemental, soit de le laisser au collègue du quartier, qui de toutes façons, ne peut pas accueillir tous les élèves de CM2 de Reynerie.

Aucune de nos propositions n'a été même discutée par le Conseil départemental et le rectorat !

S'il n'y a plus de négociation, si les gens sont réduits au silence, comment s'exprimer ? Sans débat, sans concession sur le fond, **la tentation est celle de l'affrontement, de se faire entendre par la violence.** Les jeunes sont particulièrement sensibles à cette tentation, et ce d'autant plus qu'ils se sentent stigmatisés, mis à l'écart et qu'ils se sentent sans avenir.

7° Notre parole existe, nous devons la porter, la faire connaître comme parole experte, capable de contredire et de neutraliser la parole officielle.

C'est parce que nous avons discuté entre nous, débattu, que nous avons pu faire sortir les points d'unité pour le collègue. Ça nous a renforcés aussi parce que nous avons trouvé nos arguments, nous avons discuté avec des experts nationaux, avec des élus, des gens qui cherchaient à nous intimider, mais on a compris que nous en savons autant qu'eux et qu'ils ne cherchent pas vraiment l'intérêt de nos enfants. On a été capables de trouver nos mots, de leur dire notre point de vue, on l'a diffusé, on l'a fait connaître, par internet, par des émissions de radio, des textes, des manifs, et autres. Même s'ils nous traitaient de minorité, ils ont été obligés de nous rencontrer, de nous répondre, et ils n'ont pas pu faire tout ce qu'ils voulaient.

Tout cela nous a donné de la confiance et de la force.

« Parler, c'est déjà la moitié du travail.

Si tu gardes les choses pour toi, on ne peut pas savoir ce que tu vis, ce que tu penses. »

(Nadia)

Le livre blanc se veut le lieu de cette parole qui tire sa légitimité de l'expérience des gens qui la portent et reste une parole d'ouverture et de dialogue.

Brigitte et Pascal, habitante et enseignant

Paroles de toi, de moi, de nous...

« Nous ne sommes pas une organisation déclarée mais nous sommes des gens qui se déclarent »

« Aujourd'hui, nous nous interrogeons et nous alertons sur l'usage de la parole qui peut être confisquée par des « experts déclarés » ; c'est donc la démocratie qui est à questionner. Chaque personne a sa propre compétence, a sa propre expertise, chaque parole a de la valeur. »

« Les institutions prennent souvent appui sur la mauvaise image du quartier pour mettre en place leurs politiques. Cette mauvaise réputation est toujours dans le débat ; on casse l'image du collège et des jeunes qui sont désignés comme des ennemis »

« On met en rivalité le milieu urbain et le milieu rural, car des classes sont fermées en campagne pour mettre en place les CP à 12 élèves en ville »

« Les institutions fonctionnent toujours sur le modèle : « *vous avez un problème, nous on a la solution* ». Mais les habitants peuvent aussi chercher et proposer des solutions. Mais le problème est que même si tu fais des efforts on te fait comprendre que tu dois rester à la place de celui qui ne sait pas, la place de l'étranger »

« L'égalité des chances ? La chance c'est au loto, nous on veut des droits »

« Les espaces communs sont détruits ou abandonnés. Le service public est détruit »

« Tout dépend de la façon dont on nous nomme, les mots ont leur pouvoir, on parle de « *jeunes de banlieue* » et maintenant de « *jeunes musulmans de banlieue* » ; mais c'est pour dire quoi au fond ? »

« La jeunesse n'est pas que dans les cités, il faut arrêter de banaliser, de parler de « *banlieusards* ». Des années qu'on enfonce ça dans la tête des gens, il faut casser ces mentalités, casser ces codes. »

« Quand on sort de Mirail-Université, il y a des barrières invisibles mais moi je les vois »

« Il y a une rupture entre les habitants et les politiques, il y a des réalités différentes »

« On nous parle d'intégration toujours ailleurs, mais on peut pas s'intégrer ici ? »

« On n'est pas des citoyens comme les autres citoyens »

« Il faut rappeler que quand l'enfant est né ici, il est citoyen, il n'est pas un immigré »

« La problème de la jeunesse c'est le problème des parents, c'est notre problème à tous et il y a la responsabilité de l'Etat aussi »

« Le jeune se forme dans le temps où il vit, ce n'est pas seulement de la responsabilité des parents »

« Je suis pour que l'on fasse avec les habitants, il y a les mots mais aussi la mécanique qui place les gens quelque part »

« Avant on nous disait « *ouvriers-clandestins* », nous on a répondu que l'on n'est pas clandestins, on n'est pas cachés, on est juste sans papiers »

« A l'usine on m'appelle *l'ouvrier*, à l'extérieur on m'appelle *l'immigré* »

« On n'est pas des étrangers. La jeunesse est la colonne vertébrale du pays, si on détruit la jeunesse, on détruit le pays. »

« Il faut casser nous-mêmes la façon dont les jeunes sont désignés car les enfants intègrent eux-mêmes qu'ils sont à part »

« Aujourd'hui, pour s'intégrer, il faut d'abord se désintégrer, oublier ses racines, ses parents, son éducation. »

« Les enfants d'ici sont nés ici, ils vont dans l'école de la France, ils parlent le français, mais on leur dit toujours « *étrangers* ». pourtant, ils sont l'avenir du pays eux aussi. Ils prendront la relève après nous. »

« Les mots ont un effet sur le réel ; cela crée une réalité, là où on peut être démuni c'est quand on ne peut pas se rendre compte de la portée des mots ».

« Nous ne sommes pas ce qui est dit de nous, il faut qu'on casse ce mensonge. Nos enfants sont des enfants comme les autres, on est des parents comme les autres, avec les mêmes soucis pour le bonheur de nos enfants. »

« On est pauvres, et alors ? Ceux qui nous le reprochent sont plus pauvres que nous, parce qu'ils n'ont aucune richesse dans le coeur. C'est ce que j'explique à mes enfants. »

« Il ne faut pas abandonner les enfants, mais pour ça on ne peut pas compter sur les partis, on ne peut compter que sur nous-mêmes. »

« Les gens eux-mêmes, c'est à dire nous, tous ceux qui veulent, on a des compétences pour parler de ces choses-là. »

Amele, travailleuse sociale

III

LE COMMUN :

UNE EGALITE

ET

UNE FRATERNITE

POSSIBLES

« Les communs », le « pour tous, ici », Qu'est ce que c'est, qu'est ce que ça peut être ?

I. Quelques éléments de réflexion en introduction à l'atelier « les communs » de la 1ère journée des états généraux.

1. *Jeunesse en danger ? En fait, qu'est ce qui est un danger pour les jeunes ?...et comment faire pour les protéger à travers les communs ?*
2. *Qu'est ce que ça représente pour chacun, les communs ?*
3. *Notion de solidarité, de ... Fraternité ?*
4. *Comment s'adresser aux jeunes, avec quelle bienveillance ?...*

Le Conseil Départemental parle de jeunes « perdus » qu'il s'agit de ramener sur les « chemins de la république » en se conformant aux principes républicains. En fait, ces jeunes ont plutôt été abandonnés (relégation en périphérie de la ville, de l'emploi, etc...)

La bataille du collège est le symptôme du rapport dégradé entre institutions et habitants (jeunes, parents) des quartiers populaires.

Ce rapport s'exprime à travers des représentations stigmatisantes: « *Jeunes de banlieues, bombes à retardement, ..* » contre qui « *il faut mener un combat* » « *Un combat contre le communautarisme, la radicalisation pour faire vivre la république* »... (Voir atelier sur les MOTS)

Il existe des lieux où le commun se tisse et où une entraide peut être construite (hôpitaux, écoles, centres sportifs, théâtres, salles de spectacle ...).

Le collège est un de ces lieux. C'est un peu ici un fil rouge qui reviendra régulièrement comme illustration...

C'est pour montrer quel « *commun* » ça peut être (sans oublier que tout n'est pas toujours rose !) que certains commentaires à la pétition lancée contre la fermeture du CLG et que des lettres d'ancien(e)s élèves ou de travailleurs/euses de l'EN ont été affichés dans la salle.

On peut y lire :

- *« ... collègue ou j'ai vécu les plus belles années de ma vie »*
- *« ... car au lieu de prendre de vraies mesures de mixité, en concertation avec tous ceux qui vivent et travaillent dans ces quartiers, ils brisent des actions et de la solidarité... »*
- *« ... Plutôt que d'aller engorger les autres collèges, améliorez celui-là pour que les enfants des quartiers du Mirail continuent d'étudier près de chez eux, et si vous voulez de la mixité scolaire, faites-y venir les élèves des beaux quartiers!!!!... »*

Et aussi :

- *« ... pauvres, et alors !?... »*
- *« ... Aucun enfant ne doit rester au bord de la route... »*
- *« ... On ne demande que le respect pour nous et nos enfants. On en l'aura pas tant qu'on ne bouge pas... »*
- *« ... Comment grandir si on a honte de ses parents, de ses origines ? Il faut redonner confiance aux enfants, sinon ils se construisent dans la haine... »*

II. Quelques affirmations des participant(e)s au débat :

Robin, enseignant de fac :

« La force du commun, c'est que des gens différents se retrouvent dans un même lieu parce qu'ils l'ont décidé. Il faut penser pour tous, et pour la jeunesse. On a un pays qui a un problème avec sa jeunesse, c'est grave, car alors il a un problème avec son avenir ! Pourquoi certain(e)s auraient moins de droits que d'autres ? Non, on veut que chacun compte, que chacun ait sa place. »

Nadia, parent, habitante :

« Nous on se bat pour construire le commun. Mais la lutte est dure ...et longue. Il y a usure. Pourtant, la vie doit continuer. »

Pascal, enseignant collège :

« Le commun ne se construit pas qu'avec des victoires dans les luttes, même si elles sont importantes, mais aussi dans le chemin qu'on suit ensemble, comme ici. »

Cécile, enseignante collège :

« Quel commun ? Quand je sors avec les élèves je vois surtout la différence... Le fait d'avoir travaillé avec des jeunes de 3 à 16 ans me fait dire que les situations sont différentes mais je trouve des « points communs » : Le besoin de RESPECT, l'universelle CURIOSITE pour les apprentissages. »

Hadj, habitant, parent :

« Mixité », comme « intégration », je ne comprends pas. Où trouve -t-on cela si ce n'est ICI !?(ou bien aussi à l'Assemblée parents/enseignants/habitants par exemple). Ici, je peux parler comme je veux, c'est une famille. »

Marcel, habitant :

Le commun, c'est ce qu'on devrait avoir comme DROITS. Les gens d'ici QUI SONT COMME LES AUTRES ne sont pas considérés comme les autres. Ils n'ont pas les mêmes droits. Nos codes de solidarité sur le quartier ne sont pas compris à l'extérieur du quartier.

Hamid, enseignant collège :

Où est le commun quand la parole des parents est confisquée ? Ils sont « invisibilisés », on cherche à les intimider... Le commun, c'est le seul moyen de lutte. Notre vécu montre que c'est ensemble qu'on peut s'organiser et parfois gagner.

III. Synthèse de l'atelier « Les communs »

* Le commun est détruit en ce moment ici comme ailleurs : on le voit avec l'exemple du collègue, des difficultés que cela crée, de l'isolement que cela impose aux gens, qui ne peuvent plus se rencontrer, partager sur les situations vécues, les difficultés, les expériences diverses....

* La mixité sociale qu'on nous impose est un outil qui détruit les communs. C'est un projet contre les gens : les parents et les enfants sont sommés de disparaître, de se fondre dans la masse. C'est une invisibilisation des gens des quartiers. Il faut disperser ces enfants pour les faire disparaître, qu'on ne les voie plus.

Cela engendre une vraie douleur, les parents pleurent, se sentent seuls. c'est très fatigant pour eux.

Derrière les mots utilisés pour justifier cette maltraitance, cette casse du commun, il y a des familles marquées, bousculées, agressées, cela laisse des traces, en particulier en désocialisant les parents comme les enfants.

* Des parents soulignent la lassitude engendrée par la situation : « *On passe notre vie à se battre pour la moindre chose , quand est-ce qu'on va pouvoir vivre ?* », et insistent sur les conséquences pour les enfants, qui se sentent montrés du doigt, « inégaux ».

Pourtant, comme le dit une participante : « *La mixité, elle n'est pas ailleurs qu'ici en ce moment et c'est là que je peux parler, que je suis entendue* »

Le commun existe, il est vécu ici : La force du commun, c'est dans un même lieu des gens différents qui ont décidé d'être là au même moment. Qui ont décidé d'être ensemble et de se parler. Être ensemble est un moteur qui peut redonner confiance et sur quoi on peut construire.

LE « BON » COLLEGE

« Ce n'est pas un bon collègue. »
« Si vous êtes des bons parents, mettez vos enfants dans un bon collègue. »
« Les collèges des quartiers ne sont pas des bons collèges. »

Un « bon collègue », ce serait quoi ?

* Un collègue où tous les élèves ont le brevet ?
* Un collègue où tous les élèves vont ensuite au lycée général et finissent diplômés après 10 ans d'études supérieures ? (ce que le rectorat et les politiques appellent « réussir »)
Vous en connaissez ? Vous y croyez ? Autrefois, on appelait ça « une boîte à brevet », comme il y avait les lycées « boîtes à bac ». Pour arriver au bout, si on n'est pas un élève brillant, il y a des conditions : payer les cours particuliers, les séjours linguistiques, les coaches en orientation, etc...

Et si des élèves de ces collèges-là n'ont pas les résultats attendus, soyez sûrs qu'ils ne présenteront pas le brevet : soit parce qu'ils auront quitté le collège avant, soit parce qu'ils seront inscrits à un autre examen : brevet professionnel ou Certificat de Formation générale.

Nous, on connaît une autre sorte de « bon » collègue, et c'est les collèges REP+ comme le collège Badiou. Écoutons les premier.e.s concerné.e.s, les usagers du service public d'éducation, d'ancien.ne.s élèves du collège R. Badiou :

- « ... (C'est au) collègue où j'ai vécu les plus belles années de ma vie. Une réputation qui n'a pas lieu d'être car la plupart des élèves qui y ont fait leur scolarité ont réussi aujourd'hui... (Manel - Toulouse 2017)
- J'aime ce collègue, c'est un lieu qui nous enseigne des principes et valeurs. J'ai eu mon brevet et mon BEP grâce à ce collègue. (Aissata - Toulouse 2017)
- C'est mon collègue, je l'aime. (Amine - Toulouse 2017)
- Je suis habitant du Mirail, j'ai 3 frères et 3 sœurs, et nous avons tous été dans ce collègue, la mixité sociale s'est un projet sympathique certes, mais nous les jeunes de banlieue sommes pointés du doigt du simple fait d'habiter dedans. Alors non ça ne sera pas mix. Non les jeunes ici ne s'intégreront pas, non pas car il n'en ont pas envie mais car ils ne veulent pas être jugés par des inconnus à longueur de journée. J'ai été dans ce collègue, mes frères et sœurs aussi, nous sommes tous diplômés, nous travaillons tous et nous nous sommes tous intégrés socialement grâce à nos professions. La mixité sociale ne se fait pas dans une école mais dans la vie active, et pour atteindre cette vie active, nous avons besoin du maximum d'école possible ! Alors non à la fermeture du collège de la Reynerie (Raymond Badiou) ! (Billy - Toulouse 2017)
- Merci de nous faire confiance, je n'oublierai jamais ces 4 années remplies d'émotions ... et de réussite. (Amina - Toulouse 2018 ..).

Même la cour des comptes le reconnaît : « *Il apparaît qu'en l'absence de mesures de différenciation scolaire, comme celles qui ont été mises en place dans le cadre de la politique d'éducation prioritaire déployée depuis près de 40 ans, les écarts de niveaux entre élèves se seraient assurément dégradés.* »

Si on veut vraiment évaluer un collège, il faut s'intéresser à ce qui se vit dans un établissement non pas le jour de l'examen, mais sur une durée de quatre années.

- Un collège situé en « zone prioritaire » (collège REP ou REP+) accueille des enfants issus de catégories sociales souvent très défavorisées. Les cohortes d'élèves arrivant en 6ème se modifient tout au long du cursus à cause de nombreuses arrivées ou départs. Il y a une forte proportion d'élèves allophones qui viennent d'arriver en France et ne parlent pas le français. Ces élèves doivent être aidé.e.s sur de longues périodes avec des moyens spécifiques.

Pour toutes ces raisons, il faut individualiser les parcours qui ne s'arrêteront bien évidemment pas en fin de 3ème. Nous sommes donc loin d'une homogénéité de niveau pouvant garantir une réussite à un examen final.

- Un établissement REP+ (Réseaux d'éducation prioritaires renforcés) comme le collège Badiou offre les moyens non pas supplémentaires mais nécessaires à ce public défavorisé. On y trouve assistante sociale, médecin scolaire, psychologue Education Nationale ; les équipes de vie scolaire sont renforcées, les effectifs des classes sont limités, les professeurs principaux sont doublés, les pédagogies sont innovantes...

Sans nier les ombres à ce tableau (moyens remis en question chaque année, manque de stabilité des équipes enseignante ou vie scolaire, précarisation accrue des familles, ...), l'immense majorité des élèves ayant fait leur scolarité dans ce type d'établissement continuent leurs études après la 3ème, à la grande satisfaction des familles, et pour certain.e.s, très brillamment.

Comme ailleurs, les équipes pédagogiques ont la possibilité de mettre en œuvre les programmes avec une certaine autonomie dans le choix et l'articulation des activités, et des progressions, comme dans l'organisation du travail ou l'évaluation, MAIS

- le nombre moyen d'élèves devant un professeur, pendant une heure de cours en groupe ou en classe entière doit être restreint.
- Le personnel en vie scolaire doit être renforcé.
- Les équipes doivent être stabilisées.
- Elles doivent être accompagnées par des personnels spécialisés susceptibles d'aider les équipes pédagogiques et de répondre rapidement aux sollicitations des usagers : Services sociaux, médecine scolaire, aide à l'orientation, ...

Les élèves bénéficient ainsi de conditions d'épanouissement qu'ils ne pourraient trouver ailleurs. Les orientations en fin de cursus sont les plus adaptées aux possibilités des élèves qui pendant 4 ans ont progressé chacun.e du mieux possible.

Il faut ainsi dire et répéter que de nombreux.ses élèves issu.e.s des collèges REP+ poursuivent de très brillantes études. Il faut aussi dire (comme une mère d'élève l'affirmait) que l'excellence ce n'est pas forcément seulement un diplôme bac+10, mais aussi l'accès à une formation professionnelle ou technologique valorisante. Les « critères chiffrables » comme le taux de réussite au brevet ou d'orientation en lycées d'enseignement général ne traduisent pas la qualité des chemins parcourus par les élèves durant 4 années de collège.

Enfin et peut-être surtout, la **proximité de l'établissement est un facteur essentiel de bon fonctionnement.**

Les familles sont légitimement inquiètes de laisser leurs enfants grandir dans une structure qu'elles ne maîtrisent pas. Le collège REP+ est ouvert, accueillant et facilement accessible, réactif en cas de problème, les familles n'en ont pas peur.

Pour les élèves, les familles, les enseignants, ce qui est important c'est le chemin parcouru sur les quatre années et les possibilités d'orientation en fin de cycle.

Alors, à quoi sert l'idée fautive d'un « bon » collège ?

Dans le cadre du « renforcement de la mixité sociale », le gouvernement, rectorats et conseils départementaux ont décidé en 2016 de supprimer certains établissements de quartiers dits « sensibles ». C'est un aveu d'échec de la politique de la ville. Là encore la cour des comptes le reconnaît : *« L'équilibre entre une affectation volontariste des élèves, au travers de dispositifs de régulation comme la carte scolaire, et la liberté laissée aux familles de décider du lieu de scolarisation de leur enfant n'a pas été trouvé »*. Ce sont les enfants des quartiers qui devront se rendre dans les collèges du centre ville car comme l'avouent les concepteurs du projet, *« on ne pourra pas convaincre les familles du centre ville de placer leurs enfants dans un collège de la périphérie »*. Or *« la réussite des élèves contraints ... reste à prouver et la plupart des collectivités ont abandonné ces pratiques au fil des années. »* (rapport de la Cour des Comptes sur l'Education prioritaire)

Pour que les familles des quartiers acceptent la fermeture de leur collège et le transport quotidien de leurs enfants vers d'autres établissements dits plus privilégiés, il faut donc les persuader que le collège de proximité n'est pas un « bon » collège. Et si les taux de réussite ne suffisent pas, on peut toujours accuser les pauvres de repli communautariste. Ainsi, qui présentait il y a quelques années le collège et le quartier en ces termes : *« Cherche principal adjoint de collège situé dans un univers dégradé à forte concentration ethnique et religieuse proche de la ghettoïsation »* ? Le rectorat bien sûr.

La réduction des moyens accordés au collège R. Badiou illustre aussi le contexte général de réduction des « dépenses publiques ». L'état « libéral » abandonne progressivement les services publics. Il met en concurrence les personnes, les élèves, les équipes, les établissements. Il abandonne progressivement l'idée généreuse de redistribuer le plus à ceux qui ont le moins et fait la part belle au privé. Au passage, il n'hésite pas à importer les « techniques de gestion des ressources humaines », parmi lesquelles le classement des établissements.

Ce n'est pas nouveau et la cour des comptes le rappelle aussi : *« Cette enveloppe (budgétaire) reste modeste. Le budget consacré à l'éducation prioritaire représente en effet seulement 4% des moyens globaux dont bénéficient les écoles et collèges sur notre territoire »*

Et, pour rappel :

- Qui a supprimé les Rased (Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) sur la zone géographique du collège privant ainsi d'une aide cruciale certains enfants du primaire ?
- Qui a recruté pendant des années les meilleur.e.s élèves de CM2 du quartier en vendant l'illusion d'un enseignement plus efficace dans un fameux collège du centre ville et privant ainsi les classes du collège de quartier de ses élèves les plus en réussite ?

- Qui oblige des enfants présentant des troubles de comportement ou des difficultés relevant du handicap à rester dans des classes de leur collège d'accueil dans des conditions ne leur permettant pas de progresser, sans assistance médicale ?

Le rectorat, bien sûr.

Mettre les établissements en compétition, c'est mettre les élèves, les familles, les équipes pédagogiques en compétition, c'est aller contre le principe d'une éducation nationale, du même enseignement pour tous les élèves, du droit fondamental de tous les enfants du pays à l'instruction.

C'est légitimer la discrimination et l'inégalité.

Il faut réaffirmer quelques principes «simples », encore aujourd'hui à l'oeuvre dans l'Education Nationale :

- Un collège de service public accueille tous les enfants d'un secteur géographique.
- Ses personnels sont tous toutes titulaires de diplôme nationaux.
- Les programmes d'enseignements sont définis collectivement et mis en œuvre par le ministère de l'Education Nationale.
- Les diplômes délivrés sont des diplômes nationaux.
- Les possibilités d'orientation en fin de cursus sont identiques d'un collège à l'autre.

Ces grandes lignes garantissent de façon égalitaire sur tout le territoire le droit à l'instruction (qui est aussi un devoir pour ces tranches d'âges du collège), mais n'induisent pas l'uniformité, car les enfants, les familles sont différentes d'un lieu à l'autre.

Le service public d'éducation est alors le garant de l'accès à l'instruction pour tous. Il doit adapter les pédagogies aux publics usagers du service et si c'est nécessaire, concentrer plus de moyens pour ceux et celles qui ont le moins de possibilités d'acquérir les savoirs et les savoir-faire exigibles en fin de cursus.

Si les diverses activités du collège (voyages, projets artistiques, sportifs, culturels...) doivent ouvrir sur le monde, ce ne peut pas se faire aux dépens du milieu d'origine de ses usagers. Les jeunes adolescent.e.s doivent pouvoir découvrir sans renier, d'autant plus que ce qui peut apparaître un moment comme différent se révèle plus tard bien souvent un atout.

Le service public d'éducation est alors lieu de vie, de lien et d'ouverture pour l'ensemble du quartier.

Et on pourra continuer à dire : **Le bon collège, c'est celui de mon quartier.**

Pascal, enseignant sur le quartier

La proximité, une condition du commun :

«Les adultes du collège, profs, personnels divers, surveillants, sont des référents pour les enfants. Ils donnent une image différente des adultes détenteurs de l'autorité que sont les policiers, et constituent un point d'appui pour les parents comme pour les jeunes ; un enseignant donne l'exemple d'une maman dont le fils de 3^e était racketté, et qui l'a appris lorsque le jeune lui a demandé 500 euros. Totalement désemparée, elle est allée trouver l'enseignante de son fils, parce qu'elle la connaissait et avait confiance. Des parents ailleurs se seraient adressés à la police, mais ici, il y avait besoin d'une autre médiation.

Un autre point très important est que les enseignants du collège sont dans le quartier, ils utilisent beaucoup les transports en commun (métro), fréquentent les commerces, etc.. . Les parents les connaissent, les rencontrent, peuvent leur parler de façon « officieuse » (pas au collège). Ce sont des adultes relais, des points d'appui extrêmement importants pour les familles.

La proximité n'est pas que géographique, elle est d'abord humaine. Il est certain que la disparition du collège aura des effets négatifs en termes d'ouverture et de socialisation sur le quartier. C'est aujourd'hui un frein réel et encore actif à la déstructuration des rapports sociaux par la logique mafieuse et à la banalisation de la violence sur le quartier. » (*extrait du Compte Rendu de la réunion du 8 juin de préparation des états généraux*)

« Quand nous parlons de proximité, il ne s'agit pas d'une proximité essentiellement géographique, donc matérielle, mais surtout d'une proximité humaine, entre parents et enseignants, articulée sur la confiance comme élément clé.

Or, nous constatons actuellement une volonté très forte des institutions de casser cette relation de confiance et d'institutionnaliser la séparation entre parents et enseignants, aussi bien dans l'architecture que dans le fonctionnement des écoles. Cela a commencé avec la destruction du collège et descend maintenant vers l'école primaire. Les parents le ressentent comme une agression, car enlever cette proximité aux gens, c'est nier leur compétence. C'est pourquoi ils se sont mobilisés pour regagner cette proximité physique et humaine dans la nouvelle école.

La mixité sociale va dans le même sens, il s'agit « d'assimiler » et non de tenir compte des parents des quartiers populaires.

Or, la confiance parents/enseignants autour de l'enfant est essentielle : Comme le dit une maman : « *Tout ce qui nous reste dans le quartier, c'est cette confiance. Quand on casse la confiance, tu n'as plus de place pour décider, c'est les autres qui décident pour toi, tu n'as plus rien à dire.* »

Beaucoup d'enfants ne sont pas bien à l'école. Sans cette confiance, impossible de créer les conditions pour que ça change. » (*extrait du Compte Rendu de la réunion du 23 novembre de préparation du livre blanc*).

« *Quand on dit qu'on veut avoir le choix pour le collège, on ne parle pas du choix des murs, on parle de la relation qu'on avait avec les profs, une relation de confiance qui ne se crée pas comme ça du jour au lendemain. On veut avoir le choix de pouvoir continuer ces liens. Là, il y a une vraie mixité, on est différents mais on se respecte, et c'est une chose rare qui ne se trouve pas dans les autres collèges, dans la plupart des écoles.* » une mère d'élèves.

Les enfants de la République

Je crois, fermement à l'égalité des intelligences et à la liberté d'expression du *vivre ensemble* . Les idéaux républicains prétendent construire une France pour tous. Cette utopie d'une francité qui se veut universelle est l'une des plus anciennes politiques publiques en France.

Mais ce n'est pas, hélas, ce que nous pouvons observer au sein de nos quartiers : notre société est obsédée par les jeunes des cités, une obsession qui peut être assimilée à une peur, une phobie sociale. Et le "modèle français d'intégration" se révèle plutôt, de nos jours, un contre-modèle, non seulement parce qu'il a échoué à insérer les jeunes dans la société, mais aussi et surtout parce qu'il postule l'inégalité des individus.

Pas l'inégalité de leurs chances de réussite, mais bien leur inégalité devant la République : d'un côté " les bons français" partisans de la République, de la laïcité et de la liberté d'expression, de l'autre les « immigrés » (même s'ils sont aussi français), forcément communautaristes. Disqualifier ainsi une partie de la population, non seulement ne va pas dans le sens du *vivre ensemble*, mais ne respecte pas non plus les principes fondamentaux de la dite République : « Liberté, égalité, fraternité ».

Pour vivre ensemble, il faut que cette promesse faite par la République dans ses principes fondamentaux soit tenue. La liberté et l'égalité sont des principes constitutionnels, c'est à dire des droits. La fraternité est davantage un devoir. Il faut rappeler que la République est laïque et sociale et que si elle n'est pas sociale, elle ne peut dans ce cas être laïque. C'est fondamental.

Or, ce que nous voyons, c'est que l'égalité dans ces quartiers n'est pas au rendez vous de l'histoire. C'est le côté obscur de notre société. L'égalité formelle n'est rien, ne vaut rien (ou pas grand chose) si elle n'est pas portée par l'égalité sociale.

Pour moi, la République ne peut pas exister si l'on ne forme pas des républicains garants de sa continuité. La société se maintient parce qu'elle est capable de transmettre d'une génération à une autre ses principes et ses valeurs.

Transmettre donc, mais sans toutefois imposer, transmettre dans un esprit de justice et en se refusant à toutes formes de discrimination.

Cependant, il y a alors un risque de formater les individus, ce que signifie en général le terme « *assimilation* ». Ce formatage des individus afin de les insérer dans le moule social peut les réduire au silence et les mettre ainsi dans l'incapacité de s'exprimer librement, créant un mal-être et un risque d'explosion chez la personne.

Libérer la parole, c'est la mission du livre blanc. Notre souci majeur est l'avenir de nos enfants. Il faut casser cette image de l'enfant « étranger permanent » hors nation, hors territorialité.

Il n'y a pas des enfants des banlieues dites défavorisées et des enfants dits « des beaux quartiers ». Il y a tout simplement les enfants de la République.

Jean-Yves, habitant du quartier

PERSPECTIVES

ET

PROPOSITIONS

Les jeunes ont besoin de nous, besoin d'adultes responsables. Il faut parler pour eux, parce que la jeunesse, c'est le fruit et l'avenir du pays.

Certains voient les jeunes dans la rue, la cité, les bâtiments et ils disent : « *Ces jeunes ne valent rien* », mais la réalité est autre : il faut approcher les jeunes, parler avec eux, avec leurs parents, pour comprendre pourquoi ils sont là.

Si les jeunes ne veulent pas parler, comme c'est souvent le cas, on peut parler avec les parents, avec les voisins. Beaucoup de parents veulent sortir les enfants de cette situation, mais il n'y arrivent pas.

Personne ne voit son enfant perdre sa vie de gaité de coeur. On veut tous que nos enfants aient une meilleure vie que nous. Même si mon enfant n'est pas comme ça, je suis complice si je laisse détruire l'avenir de cette jeunesse. Mon enfant et l'enfant de mon voisin, c'est pareil.

Si on ne dit rien, si on pense juste, « *ça ne me concerne pas, mes enfants eux ne sont pas comme ça* », on ne peut pas compter, nos enfants ne pourront pas compter, parce qu'on ne compte pas les autres. Pour compter soi-même, il faut compter les autres, respecter les autres.

Pour que les enfants comptent, la question n'est pas qu'ils travaillent bien à l'école, ça ne suffit pas. Ils doivent apprendre à être responsables, et surtout à respecter les autres et se respecter eux. Une personne qui respecte les autres, les autres vont la respecter. Et comme ça sa vie va compter.

On doit tous penser à cette jeunesse, ne pas la laisser tomber.

Bien sûr qu'il y a pour certains la faute des parents, de ceci ou de cela, il y a aussi et surtout la faute des institutions, de l'état, de la société, parce que la société, c'est le peuple, et chacun a aussi sa part de responsabilité.

Si on veut vivre dans la paix, on prend soin de la jeunesse, on pense à la jeunesse. Les enfants sont tous les mêmes, partout le pays, partout dans le monde. La politique contre la jeunesse, qui laisse tomber une partie des enfants, qui les montre du doigt, qui les attaque au lieu de les aider, c'est une politique pour diviser les gens du pays, les monter les uns contre les autres, qui fait que chacun a peur de l'autre, c'est une politique de guerre.

Si on veut vivre dans la paix, si on veut que nos enfants vivent dans la paix, il faut refuser ça, il faut penser pour tous, par-delà nos différences, nous rencontrer, travailler pour l'entente et la solidarité.

Il y a partout des enfants perdus, pas seulement dans les quartiers. Ici, des parents disent souvent : « *il n'y a pas de place pour mes enfants.* ». Si les parents restent isolés, c'est vrai mais s'ils parlent entre eux, s'ils protestent, s'ils veulent compter, ils vont faire une place pour leurs enfants.

Il faut que les gens sortent, ne restent pas seuls, les parents doivent parler, dire ce qu'ils vivent, ne pas avoir honte. Il faut bouger, il faut fouiller, s'accrocher. Si tu cherches, tu trouves.

C'est aussi ça le livre blanc : pour porter cette parole, qu'elle ne s'envole pas mais qu'elle rencontre d'autres personnes. C'est un début, ça montre qu'on peut le faire, qu'il y a un lieu pour ça, et des gens qui l'ont commencé.

Chérif, habitant du quartier

POUR POURSUIVRE...

Avec ce livre blanc,

Nous avons voulu nous déclarer sur un certain nombre de points :

- Les jeunes des quartiers populaires sont des jeunes du pays. Il faut les accepter et les traiter comme tels.
- Des enfants sont abandonnés par les institutions dans ces quartiers, on peut comme le dit une maman parler de « *non assistance à enfants en danger* » de la part des pouvoirs publics.
- Les parents de ces quartiers sont comme tous les parents, massivement soucieux du bonheur et du bien-être de leurs enfants. Ils sont les premiers experts à ce sujet, parce qu'ils savent, compte tenu de leurs conditions de vie, ce qu'il faut pour leur enfant.
- En banlieue, il y a des jeunes, les mêmes qu'ailleurs, et tous ensemble ils sont l'avenir du pays.

Nous avons voulu montrer l'importance du langage, ses effets :

- Les mots et les expressions utilisés par les médias et les politiques pour parler de cette jeunesse sont mensongers et discriminatoires ;
- les utiliser, c'est renforcer leur pouvoir, c'est leur donner une épaisseur, une réalité.
- Nous devons parler, trouver nos propres mots pour dire notre réel, et le transmettre.

Nous avons voulu montrer que même si la situation est dure, il y a un possible, déjà à l'oeuvre :

- on peut se réunir, gens différents qui ne voulons pas abandonner des enfants en perdition
- on peut se parler, parler aux autres, pour faire sortir une pensée, des propositions
- on peut créer du lien, de la confiance, du respect
- on peut quand on sait ce qu'on veut, interpeller les institutions, à partir de nous-mêmes, forts de notre expertise collective et de notre décision.

C'est ce que nous avons expérimenté lors de notre bataille pour le maintien du collège du quartier, c'est ce que nous poursuivons par la mise en place des états généraux pour la jeunesse, et la création de ce livre blanc.

Ce n'est pas un modèle, c'est juste un outil pour que vous toutes et tous qui avez à cœur le présent et l'avenir des enfants qui vivent dans notre pays puissiez profiter de notre expérience, de notre réflexion, et que l'on puisse échanger à égalité à partir de l'expérience de chacun.

C'est aussi un premier pas pour interpellier les autorités défaillantes sur leur responsabilité dans l'abandon des enfants, qu'elle se manifeste à l'école, dans la rue, à l'hôpital... et les contraindre à accepter le point de vue des gens, leurs propositions, leurs volontés.

Une étape donc, un appel à nous rencontrer entre gens différents, un appel à créer de nouvelles liaisons et alliances entre personnes qui d'habitude ne se réunissent pas ensemble, ne réfléchissent pas ensemble, ne travaillent pas ensemble (Travail initié depuis plusieurs années par l'Assemblée Parents - Enseignants - Habitants).

Ce livre blanc est une concrétisation d'un tel travail autour de l'idée que la jeunesse n'est pas un danger, mais que certains jeunes sont en danger et qu'il faut agir pour tous. Nous vous invitons à vous en emparer, à le faire connaître, à l'enrichir, à l'utiliser pour faire vivre cette idée dans la pratique.

ANNEXES

Les mots de l'Etat, les mots des gens (textes de panneaux le 6 octobre 2018) :

L'importance des mots. Et quels sont nos propres mots ?

Les mots, qu'ils soient les mots « officiels » (*de l'état, des institutions, des médias...*) ou que ce soient les mots des gens eux-mêmes (*habitants, jeunes, travailleurs des quartiers...*) **sont à prendre au sérieux**, en considération.

Pourquoi ?

Comme nous essayons de le montrer dans les exemples suivants, les mots ne sont pas neutres : ils correspondent à des pensées précises, à un rapport au réel.

A ce titre, **ils donnent corps et réalité à des politiques qui influent sur la vie des gens.**

1° exemple des mots de l'Etat :

Le terme « **jeunes de banlieue** » : une invention de sociologues qui renvoie à toute une série d'idées toutes faites contre les jeunes et en fait une entité politique alors qu'il y a *des* jeunes qui vivent en banlieue ou ailleurs, et non *les* jeunes. Il y a tout un sous-entendu véhiculé et non-dit : c'est une façon de catégoriser et de stigmatiser les jeunes arabes, les jeunes noirs. **Cela a comme conséquence de ne pas les penser à égalité comme des enfants de France puisqu'ils sont « de banlieue ».**

2° exemple.

M. Méric, président du conseil départemental, dit pour parler des enfants « **ce sont bombes à retardement** », « **la république est mise en danger** ». Il a tenu ce discours en novembre 2016 pour parler des enfants de Reynerie et de Bellefontaine, les désignant comme dangereux et comme ennemis potentiels de la république. Le mot « **mixité** » apparaît alors pour bien dire que ce sont des gens à part, pas des vrais citoyens, de vrais français. Il faut donc les disperser aux 4 coins de la ville, indépendamment de ce que veulent les parents concernés et tant pis pour ce que cela va faire vivre aux enfants et aux parents. Ainsi sont justifiées les fermetures de 2 collèges (*qui ont à l'heure actuelle des moyens particuliers pour accueillir ces collégiens, et qu'ils ne retrouveront pas ailleurs*).

3° exemple.

« Reconquête républicaine ».

Définition de reconquête : « *conquérir de nouveau ce qui l'a déjà été* » ou, historiquement, la Reconquista : « *la reprise par les chrétiens sur les musulmans des territoires que les Arabes occupaient en Espagne* ».

Dans tous les cas, terme guerrier qui signifie qu'en face, on a des ennemis. Drôle de façon de régler le trafic de drogue qui pourrait la vie des gens qui le subissent...

LES MOTS DES GENS : CE QUI EST PENSE, CE QUE CES MOTS RENDENT POSSIBLE

« Nous ne sommes pas un ghetto, nous sommes dans un quartier de Toulouse, ville de France »
(dit en réunion).

« On a rien contre les institutions, et la société. Ce sont eux qui ont quelque chose contre nous » (dit en réunion, face aux décisions prises sans tenir compte de l'avis des gens, dans le plus grand mépris)

« Je veux revenir sur des mots que je n'oublierai jamais, quand M. Meric a parlé de nos enfants en disant « bombes à retardement ». Ces enfants n'ont pas envie de devenir terroristes, mais ces gens-là ont déjà choisi pour eux, et ils font tout pour que ça arrive »
(dit en réunion après les propos de Meric)

« Ce qui me frappe avec les enfants dont je m'occupe, c'est qu'ils ne savent plus rêver. Nous, on nous faisait rêver sur l'intégration, la réussite scolaire... Mais aujourd'hui, on n'y arrive plus, les gosses ne rêvent plus. »
(dit en réunion)

« Il faut casser les a-priori, changer le champ lexical »
(dit en réunion)

« il n'y a pas de place aujourd'hui pour nos enfants »
(dit en réunion)

« On te demande de t'intégrer, mais en même temps on t'en empêche, on te fait toujours sentir ta différence, ton infériorité ».
« Quelle intégration on leur montre à ces enfants ? Ce n'est pas parce qu'on n'a pas les mêmes moyens qu'on est inférieurs . Je ne veux pas de cette intégration là, je suis au Mirail, c'est une partie de la France.»
(dit en réunion)

« Les enfants d'ici sont nés ici, ils vont dans l'école de la France, mais on leur dit toujours «tu es étranger». Pourtant ils sont l'avenir du pays eux aussi. Ils prendront la relève après nous. »
(dit en réunion)

« Un enfant = un élève ! Vrai dans tous les quartiers ? »
(en manifestation devant le rectorat)

« Les enfants du Mirail ne sont pas des cobayes »
(pendant des manifestations dans le quartier)

« Un autre mot qui piège : « mixité sociale », comme si la plupart des gens ne voulaient pas connaître et se lier à des gens différents »
(dit en réunion)

« Les gens eux-mêmes, c'est-à-dire nous, tous ceux qui veulent, on a des compétences pour parler de ces choses-là. Aujourd'hui, on est dans un système d'experts qui confisquent le savoir et décident tout à la place des gens : si les gens ne sont pas d'accord, ils leur disent «vous n'avez pas compris, on va vous réexpliquer » et à la fin, si les gens continuent de développer leurs arguments, ils leur disent « c'est comme ça, point final »
(dit en réunion)

Qui est expert ? Qui est compétent ? (textes de panneaux le 6 octobre 2018)

QUELQUES PHRASES PRONONCEES LORS DES REUNIONS :

« On ne demande que le respect. Pour nous et pour nos enfants. On ne l'a pas et on ne l'aura jamais tant que les gens ne bougent pas, ne parlent pas, ça restera comme ça. »

« Aucun enfant ne doit rester sur le bord de la route. C'est ça un pays civilisé. »

« On est pauvres, et alors ? Ceux qui nous le reprochent sont plus pauvres que nous, parce qu'ils n'ont aucune richesse dans le cœur. C'est ce que j'explique à mes enfants. »

« Comment grandir sur ses 2 jambes, de façon équilibrée, si on a honte de ses parents, si on a honte de ses origines, si on a honte de soi ? Il faut redonner confiance aux enfants sinon ils se construiront dans la haine et le rejet d'eux-mêmes ou des autres. »

« Nos enfants sont dans le harcèlement, tous les jours, dès l'âge de 4-5 ans, on les casse. Ils grandissent avec le manque de confiance ils ont toujours peur de mal faire, ils demandent toujours l'autorisation d'être là. Ils ne sont pas respectés et c'est dur de grandir sans respect »

« La jeunesse n'est pas que dans les cités, il faut arrêter de banaliser, de parler de banlieusards... Des années qu'on enfonce ça dans la tête des gens, il faut casser ces mentalités, casser ces codes. »

« Aujourd'hui, pour s'intégrer, il faut d'abord se désintégrer, abandonner ses racines, ses parents, son éducation. »

NE LAISSONS PERSONNE PARLER ET DECIDER A NOTRE PLACE !

Aujourd'hui, on est dans un système d'experts qui confisquent le savoir et décident tout à notre place.

Si les gens ne sont pas d'accord, ils leur disent :
«vous n'avez pas compris, on va vous réexpliquer »
et à la fin, si les gens continuent de développer
leurs arguments, ils leur disent :
« c'est comme ça, point final »

En vérité, ce sont eux, les prétendus « experts » qui ne sont pas capables d'admettre qu'ils raisonnent à partir de données fausses ou incomplètes, et d'accepter qu'il y a peut-être une autre façon de faire, d'autres choses possibles.

« On est responsables des jeunes, on ne peut pas les laisser tomber. »

« Il ne faut pas abandonner les enfants, mais pour ça on ne peut pas compter sur les partis, on ne peut compter que sur nous-mêmes. C'est à nous de changer les choses, d'arrêter cette politique de guerre qui divise les gens, les couleurs, les religions. »

« On cherche l'égalité, on veut la justice. »

« La réussite, c'est quand on atteint ce qu'on cherche soi, pas ce qu'ils veulent pour nous. »

« Nous ne sommes pas ce qui est dit de nous. Il faut qu'on casse ce mensonge. Nos enfants sont des enfants comme les autres, on est des parents comme les autres, avec les mêmes soucis pour le bonheur de nos enfants. »

*« L'an dernier ma fille avait toujours mal au ventre à cause de ce qu'on disait partout des élèves du collège . Un jour, elle a jeté son cartable, elle m'a crié « Tu te trompes, la France que tu me racontes, elle n'existe pas, il y a 2 France, c'est bon, une fois que tu arrives à Mirail U, c'est une autre France. » **Comment répondre à ces enfants ?** »*

Il y a quelques années, les parents du quartier se sont battus pour conserver les enseignants RASED, des maîtres spécialisés qui aident les élèves en difficultés. Beaucoup de parents ont témoigné que le Rased avait permis à leur enfant de s'en sortir, ils expliquaient pourquoi c'était nécessaire, en détail, avec des exemples, mais l'inspectrice leur répondait toujours *« oui mais maintenant, ce sera mieux. »*

Et à la fin comme les parents insistaient pour savoir comment ça pouvait être mieux sans le Rased, elle a fini par répondre : *« parce que les textes le disent ! »*.

Ils avaient décidé on ne sait pas où, à partir de on ne sait pas quoi, d'enlever un soutien indispensable aux enfants, sans rien nous demander, sans même nous consulter, juste parce que eux savent.

QUELQUES COMMENTAIRES A LA PETITION POUR LE MAINTIEN DU COLLEGE

(dont beaucoup d'anciens élèves ou d'habitants du quartier) ¹

J'ai grandi à la Reynerie et étudié dans ce collège. J'étais le seul blanc de ma classe, et certes, ce n'était pas toujours facile. Mais j'ai appris autant de choses sur la vie, que sur les maths ou le français. Si je n'étais pas passé par là, je ne serais pas l'homme que je suis aujourd'hui. La mixité sociale est peut-être une bonne idée, mais c'est dans le quartier qu'il faut l'instaurer, pas en envoyant les gamins à Fermat ou autre établissement rempli de culs bénis en polo Lacoste.
Lionel Le 03/03/2017

Contre la mise en précarité sociale de nos enfants habitant dans des zones déjà défavorisées, mise en précarité les obligeant à des trajets fatigants au nom d'une mixité sociale qui ne sert qu'à creuser des écarts appelés à se transformer en gouffres sociaux. Cette division et cette condamnation qui commencent parmi nos enfants est juste intolérable ! Fabienne - Toulouse, Le 29/04/2017

Je ne souhaite pas que ce collège soit fermé car j'étais élève dans ce collège et sa fermeture causerait beaucoup plus de tort aux élèves ainsi qu'aux enseignants et personnel que de bien.
Soukayna - Toulouse, Le 27/03/2017

Car mes enfants sont dans cet école et que j'y étais cet école est une histoire de la ville on nous détruit les bâtiments les écoles vous voulez rendre fous les habitants. Le 24/03/2017

Car les personnes sont des êtres humains et non pas du bétail que l'on déplace comme bon nous semble! Il me semble aussi que nous sommes dans un pays démocratique ! Radidja, Le23/03/2017

Je suis habitant du Mirail, j'ai 3 frères et 3 sœurs, et nous avons tous été dans ce collège, la mixité sociale et un projet sympathique certes, mais nous les jeunes de banlieue sommes pointés du doigt du simple fait d'habiter dedans. Alors non ça ne sera pas mix. Non les jeunes ici ne s'intégreront pas, non pas car il n'en on pas envie mais car ils ne veulent pas être jugés par des inconnus à longueur de journée. J'ai été dans ce collège, mes frères et sœur aussi, nous sommes tous diplômés, nous travaillons tous et nous nous sommes tous intégrés socialement grâce à nos travaux. La mixité sociale ne se fait pas dans une école mais dans la vie active, et pour atteindre cette vie active nous avons besoin du maximum d'école possible ! Alors non à la fermeture du collège de la Reynerie (Raymond Badiou) ! Billy, Le 26/03/2017

Malgré tout ce que l'on peut dire sur ces collèges, notamment Raymond Badiou car j'y étais, on réussit très très bien! Pas besoin d'être situé en ville pour réussir des études ! Faites leur confiance, donnez leur les besoins qu'ils ont besoin vous allez faire de quoi ils sont tous capables de faire. Ne nous enlevez pas notre liberté d'étudier! Ce collège mérite de continuer à vivre, à faire vivre le quartier, et bien sûr stopper les préjugés !! Aïda - Toulouse Le 14/03/2017

Comme sans doute une majorité d'enfants et d'adultes j'ai de merveilleux souvenirs de ce collège. J'aimerais que cet établissement continue à nous apprendre la vie. Gilles - Le 04/03/2017

pour l'inégalité et le non respect des droits des citoyens . mes enfants sont touchés par ce projet. des enfants cobaye au nom de la mixité. honte à l'éducation . Sonia - Toulouse Le 03/03/2017

"ce qui est décidé pour nous, sans nous est décidé contre nous" Mercedes - Le 06/03/2017

parce que la mixité sociale passe par la construction d'H.L.M. en ville, non par le transport des pauvres chez les riches Diletta - Toulouse Le 11/03/2017 à 18:44:16

Pour une politique qui tienne compte de la vie quotidienne des gens et qui ait le souci des conditions de vie de ceux à qui elle s'applique Annick - Giou de mamou Le 06/03/2017

¹ <https://www.mesopinions.com/petition/enfants/contre-fermeture-college-raymond-badiou-quartier/28643>

Précarité, politique sécuritaire, rejet, prison, banalisation du trafic et de la mort violente, mensonges avec la «mixité sociale» qui déplace des enfants et permet de détruire des collèges et le service public ...

Voilà les seules propositions faites à une partie de la jeunesse du pays !

- **Nous nous refusons à ce que cela devienne une fatalité et une normalité !**
- **Aucun jeune ne doit être laissé sur le bord de la route !**
- **Il n'y a aucune « bonne explication » pour justifier le mépris, le rejet, l'abandon !**
- **Aucune « bonne explication » pour qu'une partie de la jeunesse soit ainsi maltraitée !**

Pendant des discussions, il n'est pas rare d'entendre des parents dire « *il n'y a pas de place pour nos enfants* », tout en se battant au quotidien pour trouver des issues.

Il n'est pas non plus rare maintenant, dès qu'il y a un problème dans un lycée ou autre, d'entendre de suite des gens dire que c'est normal car « *ces jeunes viennent des quartiers* », « *il y a des délinquants, des fichés S, des djihadistes qui reviennent de Syrie* » etc... Arguments repris par la presse sans aucune investigation sérieuse.

En parlant ainsi, qu'est-ce qui est recherché, à part se faire peur et faire peur aux autres ? Certainement pas à résoudre des problèmes dans le sens de l'intérêt général, et des jeunes en particulier. Ceux qui emploient ces mots désignent objectivement ces jeunes comme des ennemis, et se dédouanent ainsi de toutes responsabilités.

Il est inquiétant que les institutions elles-mêmes parlent de jeunes en ces termes : « *ce sont des bombes à retardement* » « *la république est mise en danger* »... (propos de M. Meric, président du Conseil Départemental, en nov. 2016). **Qu'est-ce qui est dit là aussi ?** Sinon que des jeunes du pays sont des dangers, des ennemis en puissance .

Que des responsables disent et pensent cela est d'autant plus inquiétant qu'ils ont en principe la protection de la jeunesse dans leur responsabilité ! **Ils semblent vite l'oublier et passer de la protection à la persécution !** Si des fautes sont commises par certains jeunes, il y a la justice et suffisamment de lois pour surveiller et intervenir, pas la peine d'en rajouter !

**En tant qu'habitants, parents, travailleurs dans les quartiers ,
nous pensons que plusieurs points doivent être affirmés et tenus :**

La jeunesse ne peut en aucun cas être traitée en ennemi du pays !

Quand des jeunes sont en difficultés, il doit y avoir des interventions rapides et visibles, ne pas laisser de situations se dégrader. Il faut répondre aux difficultés sociales, scolaires et médicales des enfants, dès qu'elles sont repérées, coordonner les interventions et assurer le suivi.

Les différentes institutions doivent prendre leur part : par exemple, pourquoi il n'y a pratiquement plus aucun éducateur de rue dans les quartiers ? On sait leur importance pour sauver des gamins qui sont entre deux.

Prendre les paroles des parents en considération : si ils disent qu'ils veulent garder un collègue comme à Reynerie, c'est qu'ils ont leurs raisons, leur expertise, leur compétence sur la question. Il faut les leur reconnaître et leur permettre de jouer au mieux leur rôle de parents.

Une politique de la ville, ce n'est pas se questionner sur les bâtiments, c'est voir avec les habitants ce qu'il faut pour améliorer la vie et surtout pour que la jeunesse ne soit pas sans espoir et sans avenir !

Nous proposons, à tous ceux qui veulent réfléchir et travailler là-dessus à participer le 16 février, 17h, à une première rencontre en vue d'organiser ensemble, dès le printemps, des états généraux à propos de la jeunesse !

L'Assemblée Parents – Enseignants – Habitants

JEUNESSE : UN DANGER ? ou JEUNESSE EN DANGER ?

- Des parents qui s'inquiètent parce que « *il n'y a pas de place aujourd'hui pour nos enfants* », tout en cherchant comment faire pour leur donner quand même un avenir,
- Des enfants pris pour cibles par toute une série de « responsables » qui n'hésitent pas à les traiter de « *bombes à retardement* », « *de graines de terroristes* », à qui on fait honte de leurs parents, qui n'auraient pas réussi à s'assimiler...
- Des enfants descolarisés et **abandonnés** par les institutions, des jeunes coincés entre le chômage et le deal, d'autres, diplômés mais confrontés au mépris social, au racisme, à l'injustice....

**Voilà la situation, ce qui nous fait dire que la jeunesse *n'est pas un danger*,
mais au contraire *qu'elle est en danger*.**

Nous voulons que les enfants du quartier (et d'ailleurs) aient un avenir dans ce pays, et nous savons qu'aujourd'hui, nous les adultes qui vivons et travaillons dans le quartier, nous sommes leur dernier rempart contre toutes les dérives qui les guettent. **On ne peut pas attendre, on ne peut pas laisser faire, parce qu'après ce sera trop tard.**

On ne peut pas continuer à laisser se répandre une image de nos enfants comme dangereux, suspects, à part... On ne peut pas laisser les jeunes se désespérer, faire n'importe quoi. C'est à nous à nous battre, à lever la tête, pour montrer l'exemple, comme on l'a fait l'an dernier et on continue à le faire en nous battant contre l'expérimentation dite « *plan mixité* », qui supprime le collège de Reynerie et envoie les élèves au loin, sans tenir compte de nos arguments, sans tenir compte des enfants.

C'est pour ces raisons, **et par ce que nous avons nos propres compétences sur ces questions**, que nous avons décidé de **mettre en place des Etats-Généraux pour la jeunesse.**

Nous vous invitons à la réunion de préparation le vendredi 8 juin, 17 h

(Atelier B-Reynerie).

L'Assemblée Parents – Enseignants – Habitants

POUR QUE LES JEUNES NE SOIENT
PLUS TRAITES EN ENNEMIS ;

POUR AGIR, CAR UNE PARTIE DES
JEUNES EST EN DANGER ;

PARCE QUE LES JEUNES
SONT L'AVENIR !

CONTACT : jeunesseetatsgeneraux@gmail.com

Pour télécharger le Livre Blanc : <https://wp.me/p8rv0Y-aF>